

# L'agriculture et l'agroalimentaire en France

Bilan, perspectives et défis



Ma page internet : <http://tinyurl.com/cpxlp5>

Vincent CHATELLIER  
INRA LERECO, Nantes

Séminaire



Paris, 17 novembre 2011



Mon email : [vincent.chatellier@nantes.inra.fr](mailto:vincent.chatellier@nantes.inra.fr)

## Plan

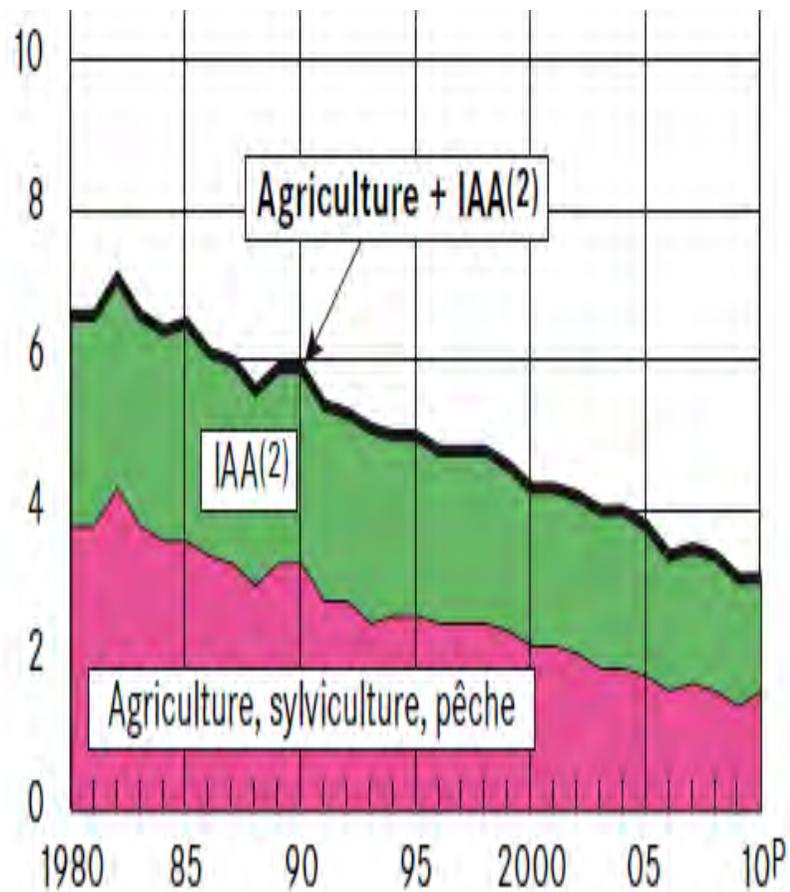
- 1- Les exploitations, l'emploi et le foncier agricole**
- 2- La volatilité des prix, les coûts et les revenus**
- 3- Les soutiens publics à l'agriculture française**
- 4- Les échanges agroalimentaires en France**
- 5- La dynamique des productions agricoles**

## 1- Les exploitations, l'emploi et le foncier agricole

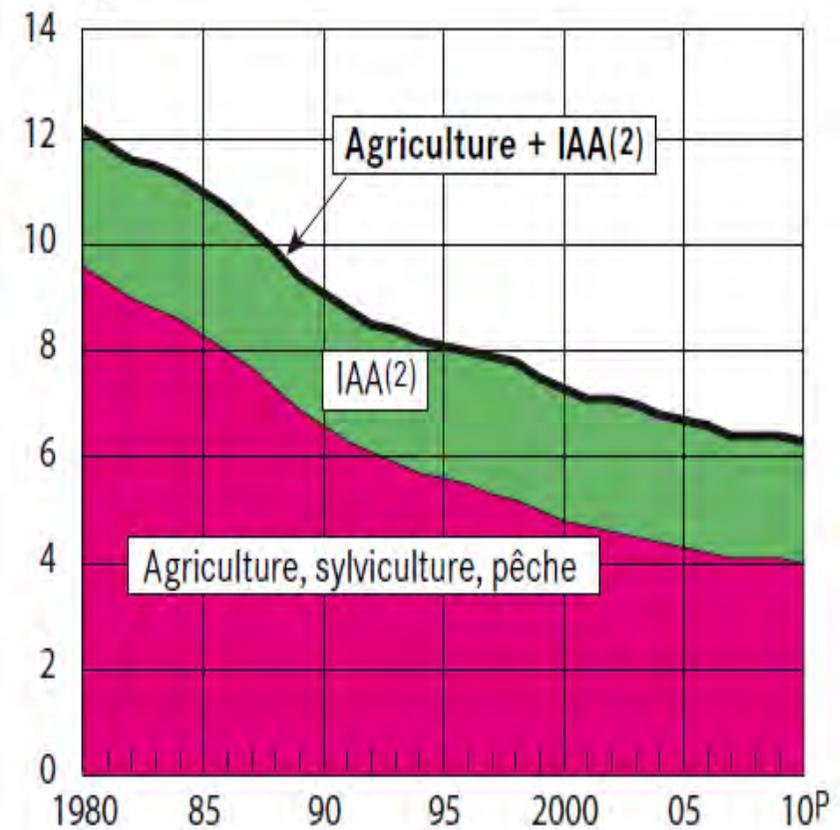


## Poids de l'agriculture française (%)

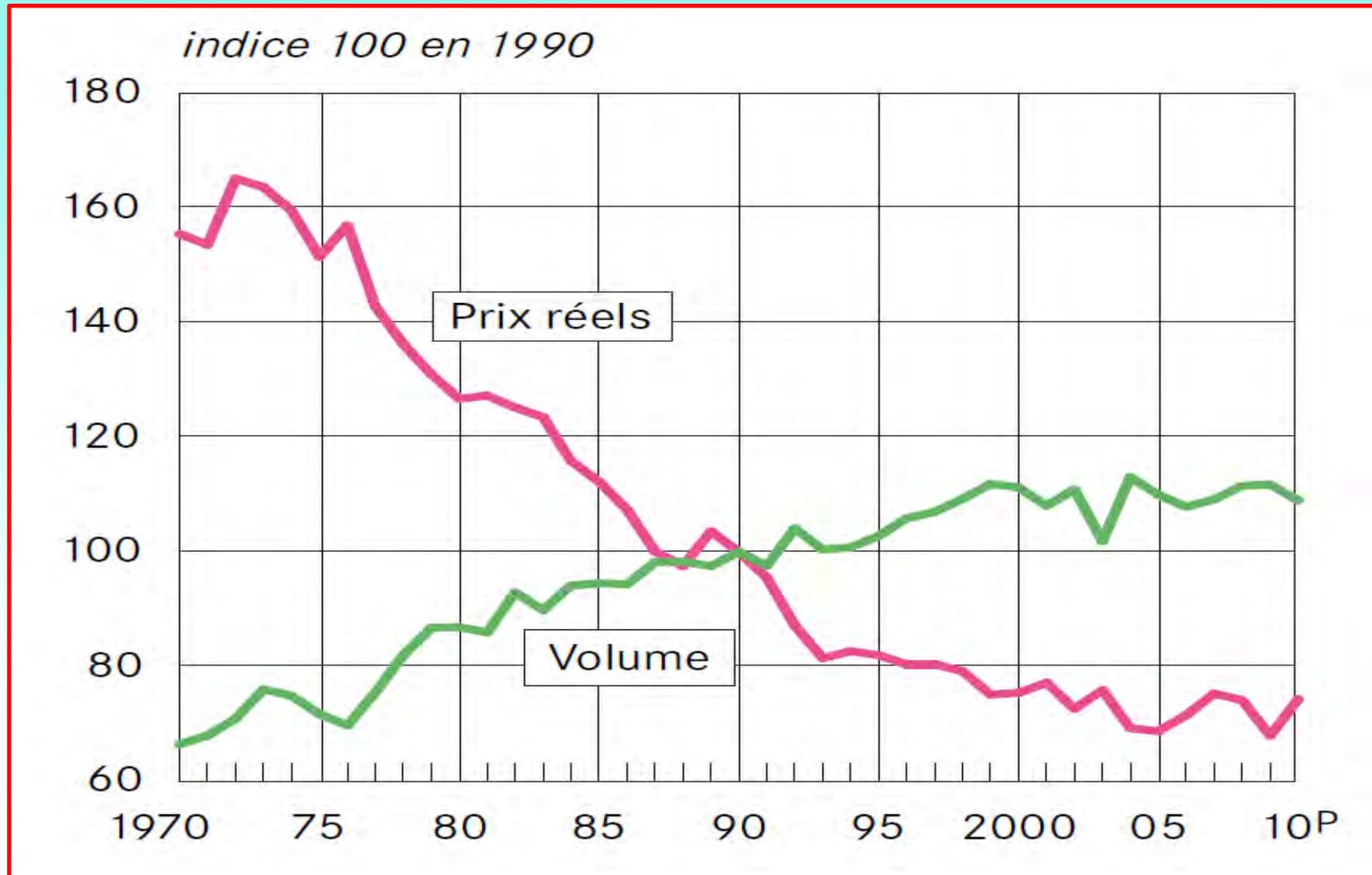
Part de la valeur ajoutée brute dans le PIB total



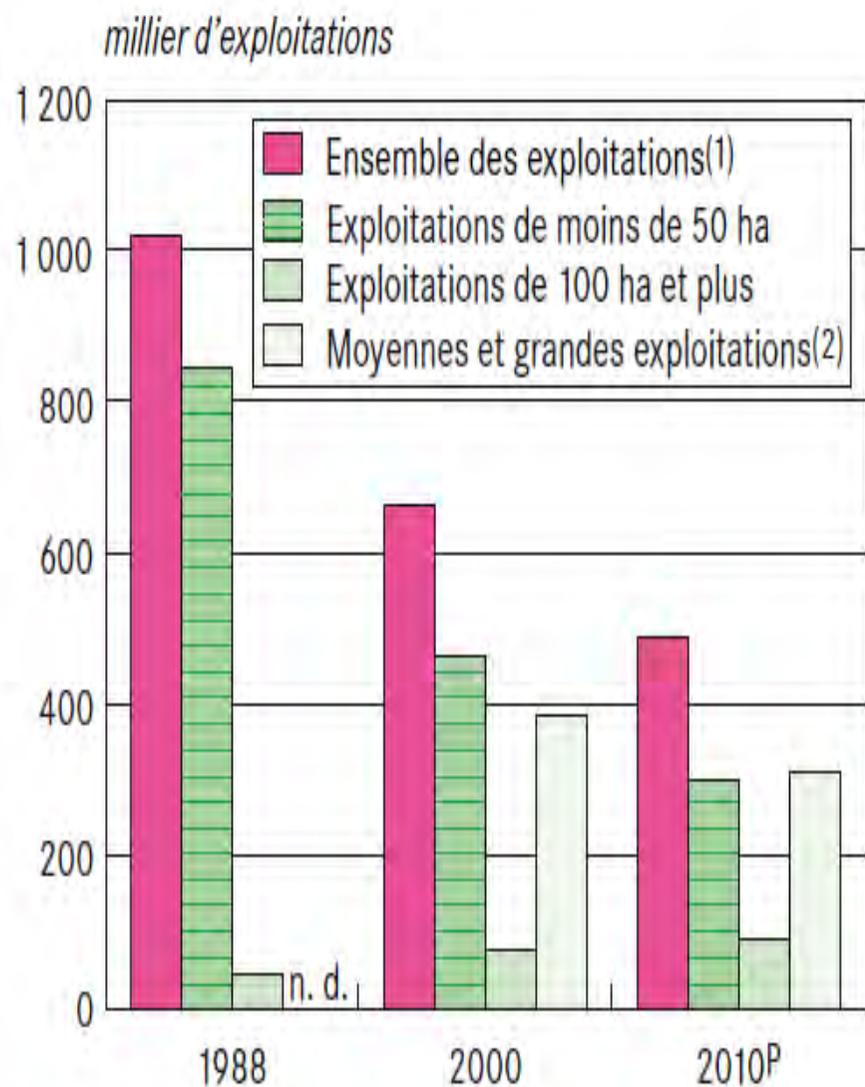
Part de l'emploi agricole et agroalimentaire dans l'emploi total(1)  
%



## Production agricole hors subventions (France)

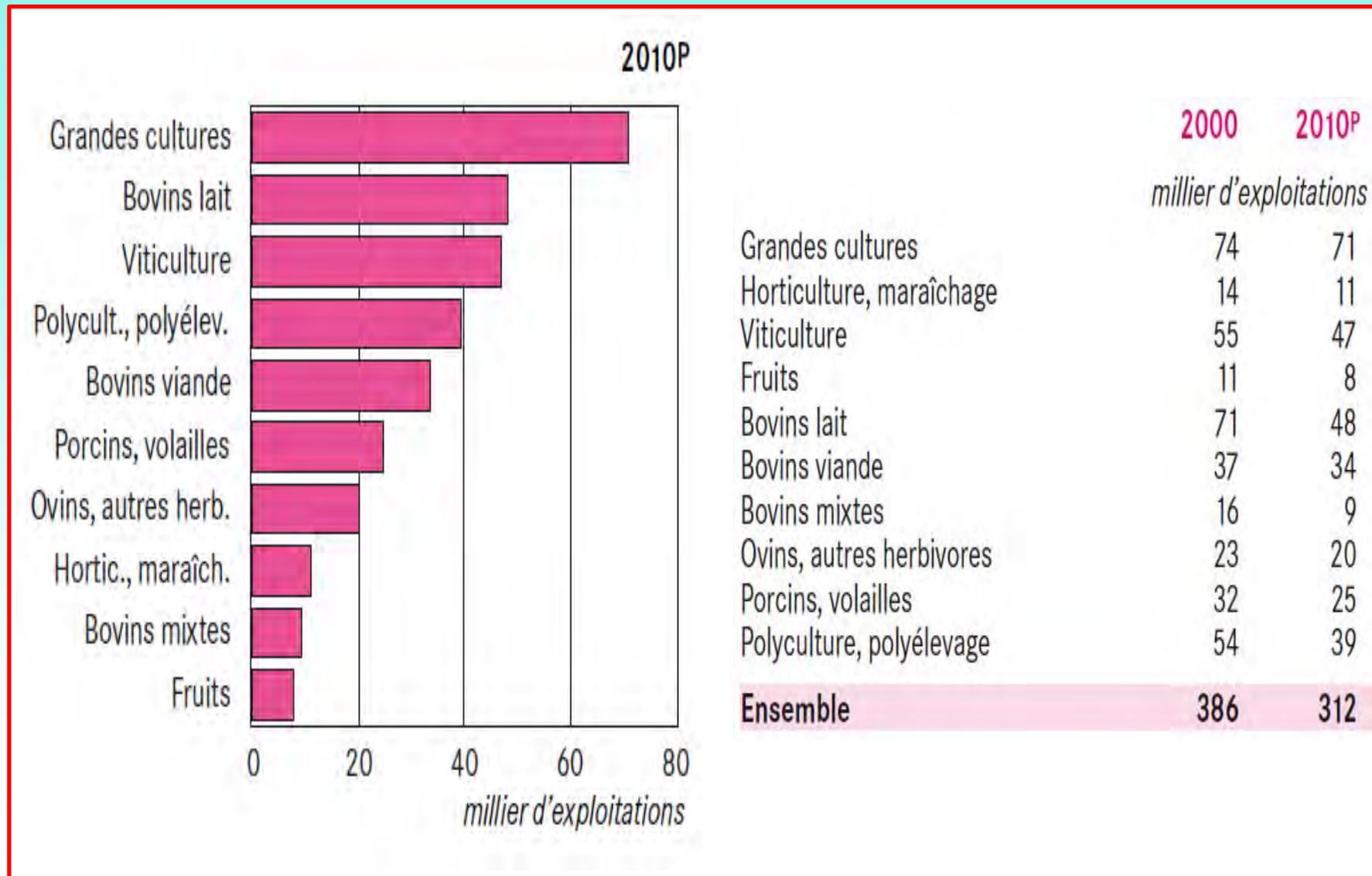


## Le nombre d'exploitations agricoles en France

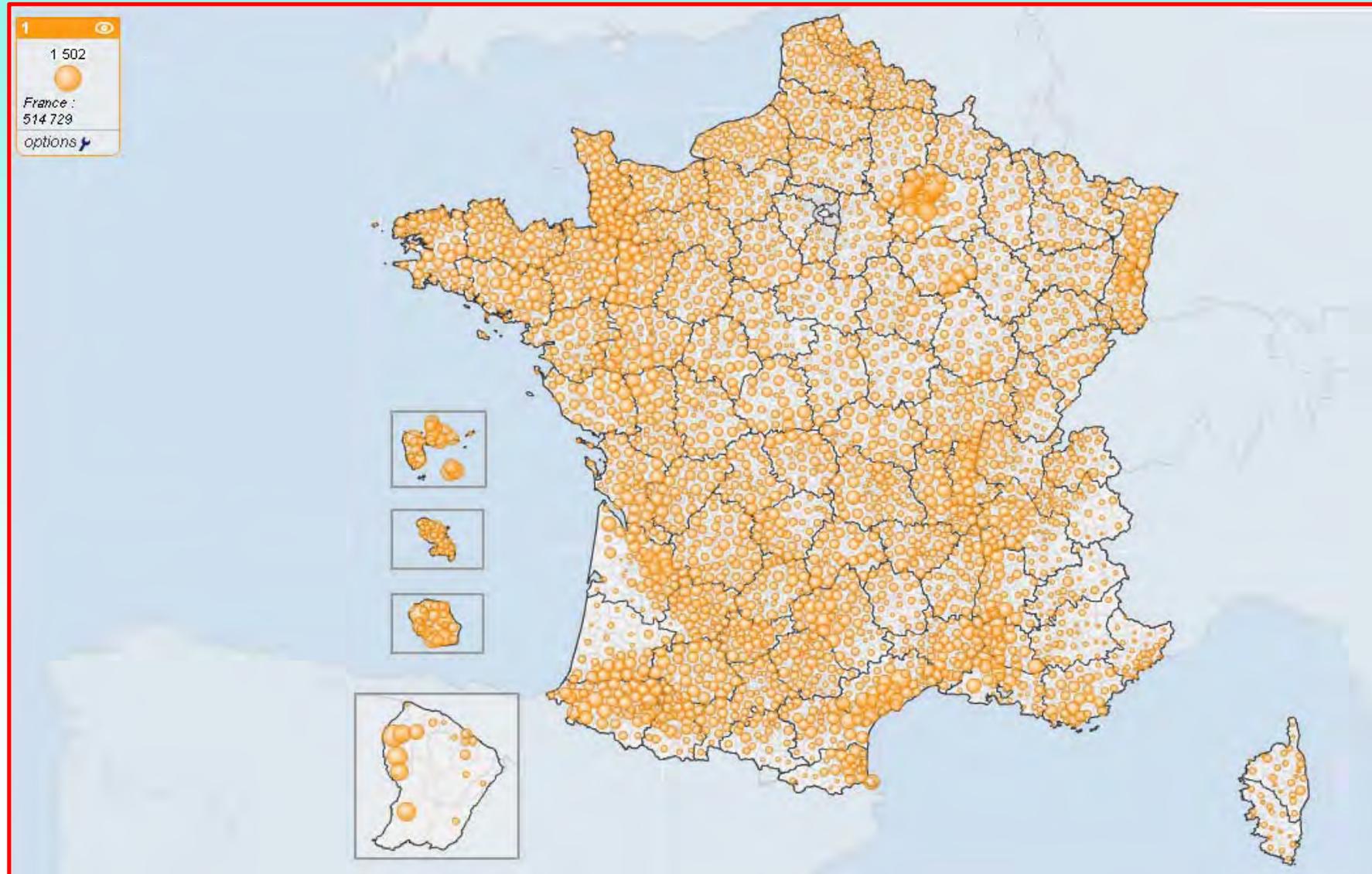


	1988	2000	2010 <sup>P</sup>
<i>millier d'exploitations</i>			
<b>Ensemble des exploitations(1)</b>	1 017	664	490
<b>Exploitations selon la taille de SAU</b>			
de moins de 50 ha	845	463	299
de 50 ha à moins de 100 ha	128	122	97
de 100 ha et plus	44	79	93
<b>Exploitations selon la dimension économique(2)</b>			
Petites exploitations	...	278	178
Moyennes et grandes exploitations	...	386	312

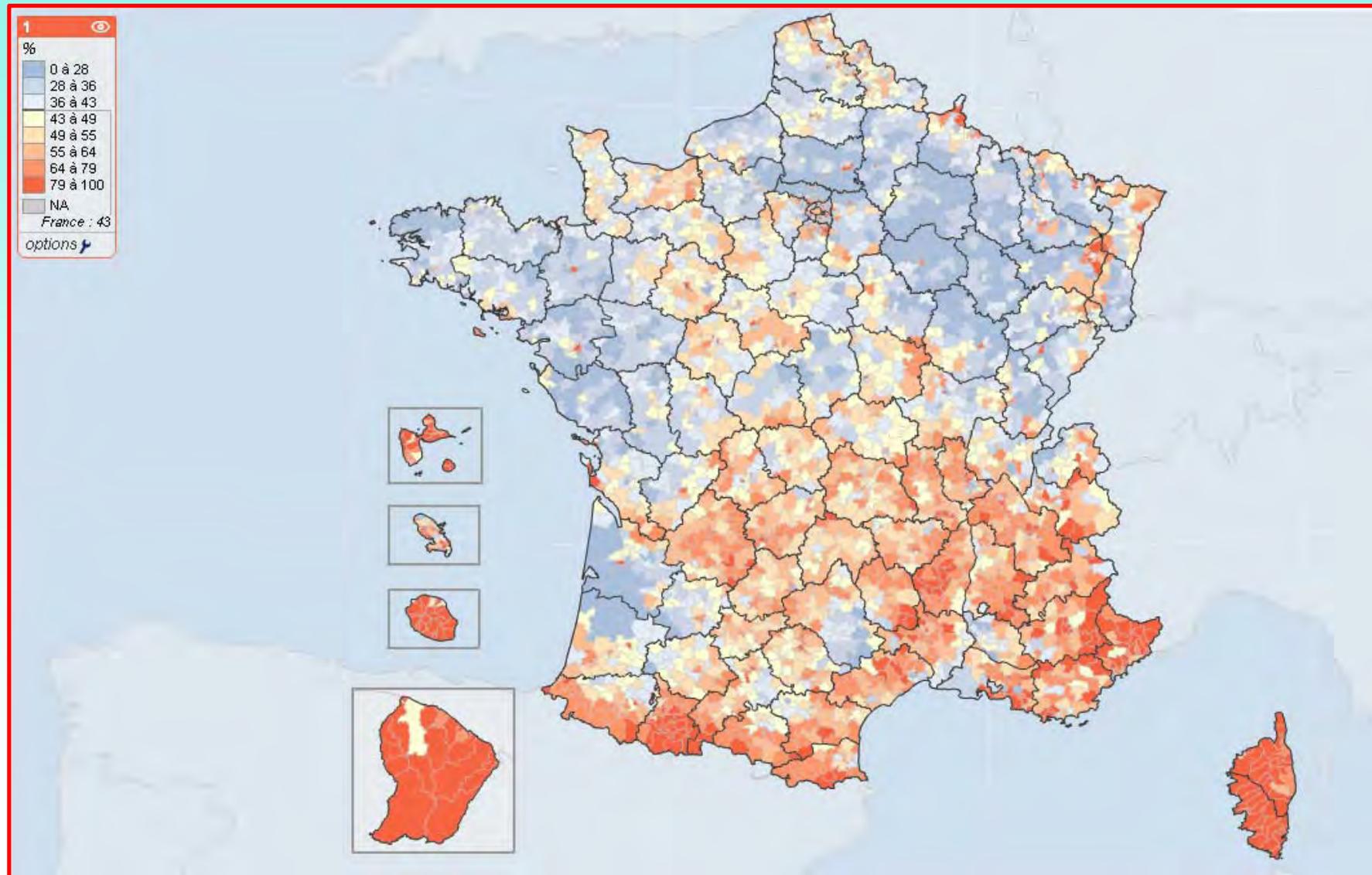
## Le nombre d'exploitations agricoles en France



## Nombre d'exploitations agricoles (2010, toutes tailles)



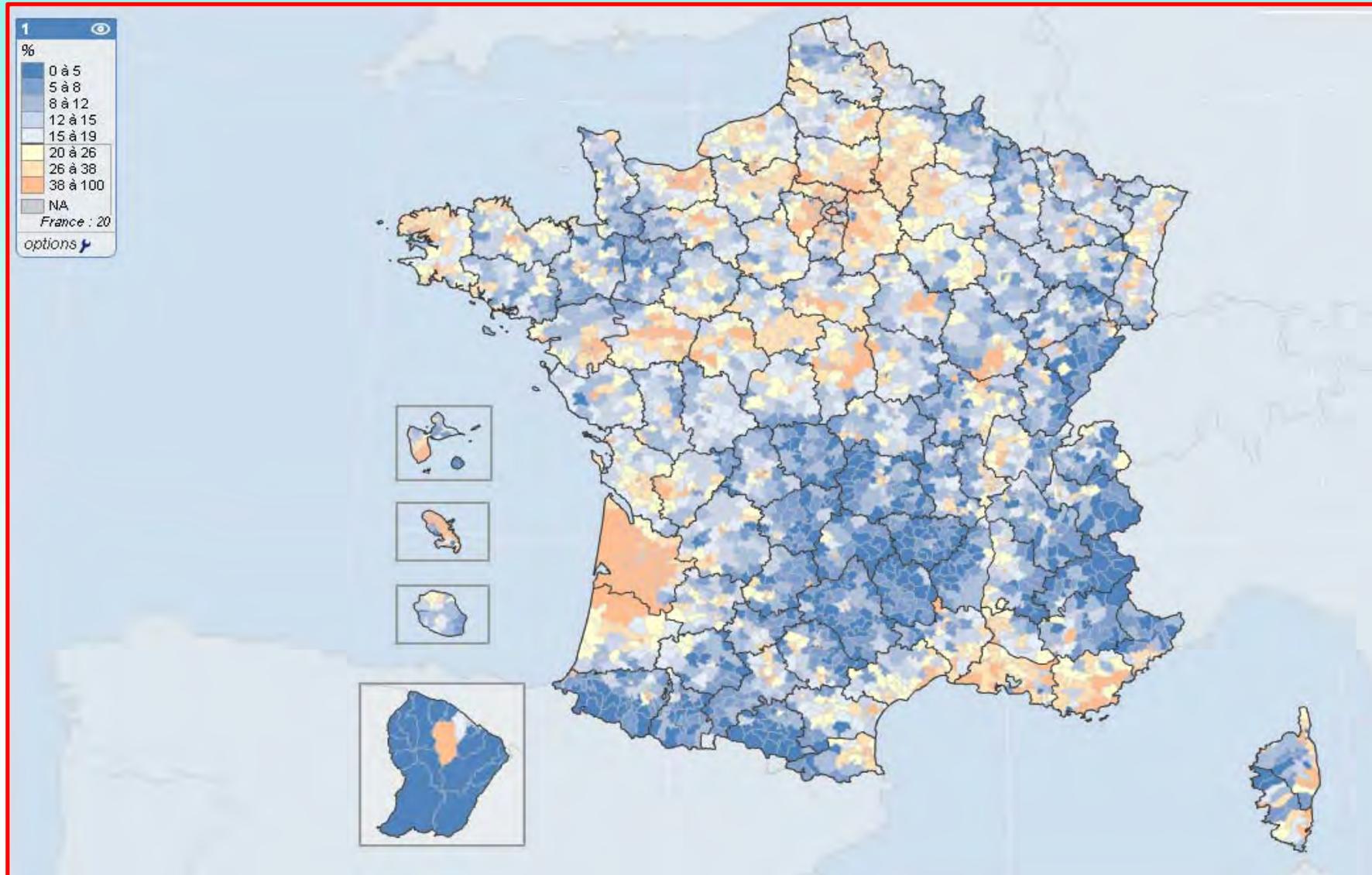
## Poids des exploitations individuelles dans la SAU (en %, 2010)



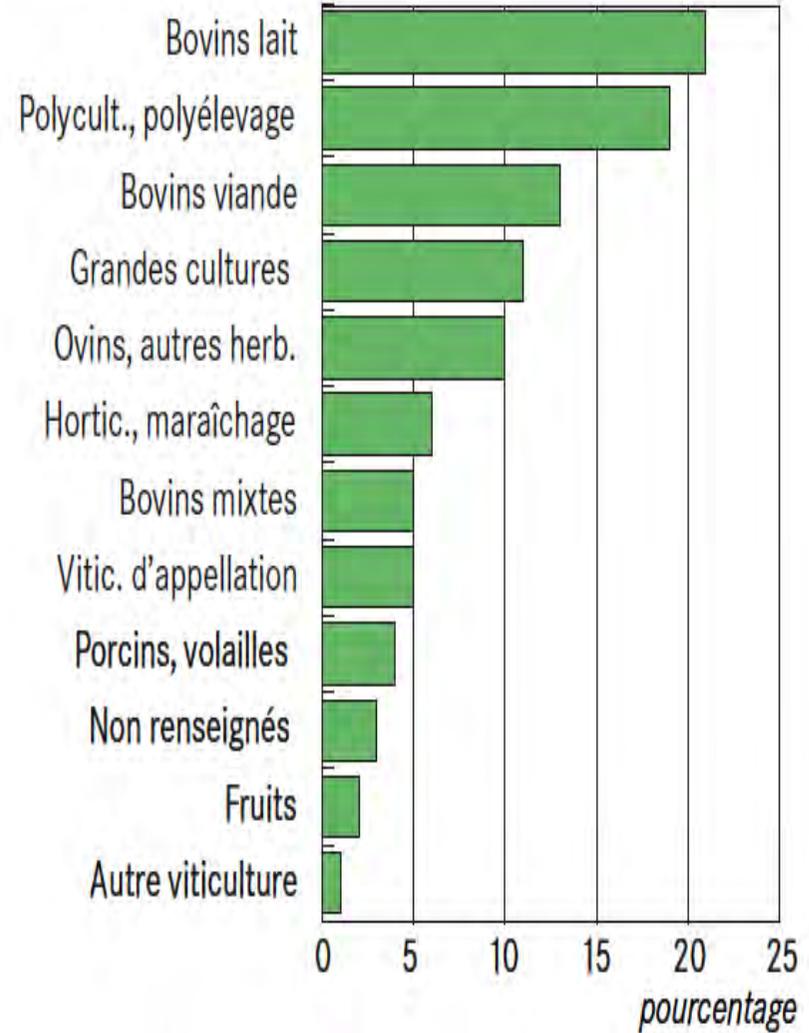
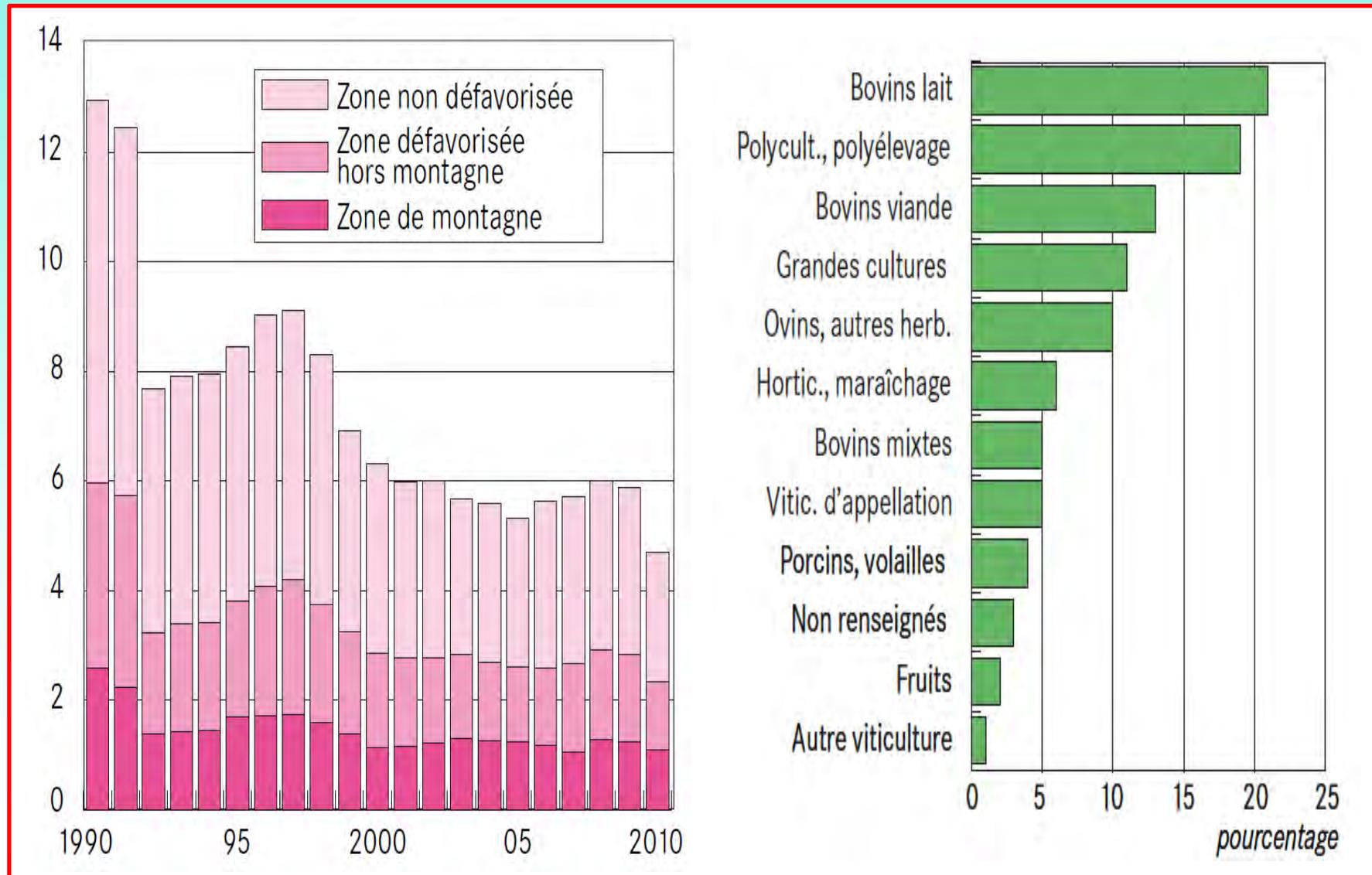
## Le nombre d'exploitations agricoles en France

	2000	2010 <sup>P</sup>
	<i>millier</i>	
<b>Exploitants individuels</b>	<b>266,0</b>	<b>170,3</b>
<b>Ensemble formes sociétaires et diverses</b>	<b>118,8</b>	<b>140,7</b>
EARL	55,2	76,6
GAEC	41,3	37,0
<i>dont GAEC laitier</i>	...	0,4
Société civile (SCEA, ...)	15,7	21,4
<i>dont SCL</i>	...	0,5
SA, SARL	4,0	5,1
Groupement de fait	2,6	0,6
<b>Autres statuts<sup>(2)</sup></b>	<b>1,5</b>	<b>1,2</b>
		%
Part des exploitations sous formes sociétaires et diverses	31	45

## Salariés permanents dans l'emploi agricole (% , 2010)



## Nombre de dossiers DJA payés (en milliers, France)



## Dossiers DJA payés (France)

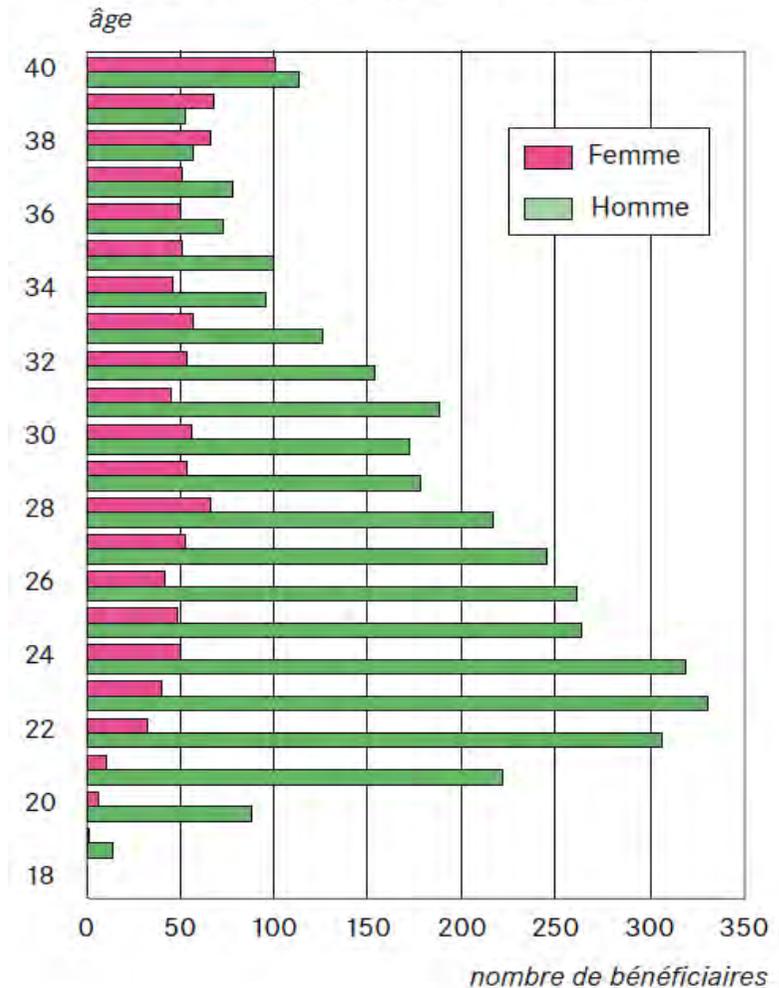
### Cadre de l'installation

	1998	2000	2009	2010
		%		
Cadre familial	75,4	70,2	70,5	72,1
Hors cadre familial	24,6	29,8	29,5	27,9
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

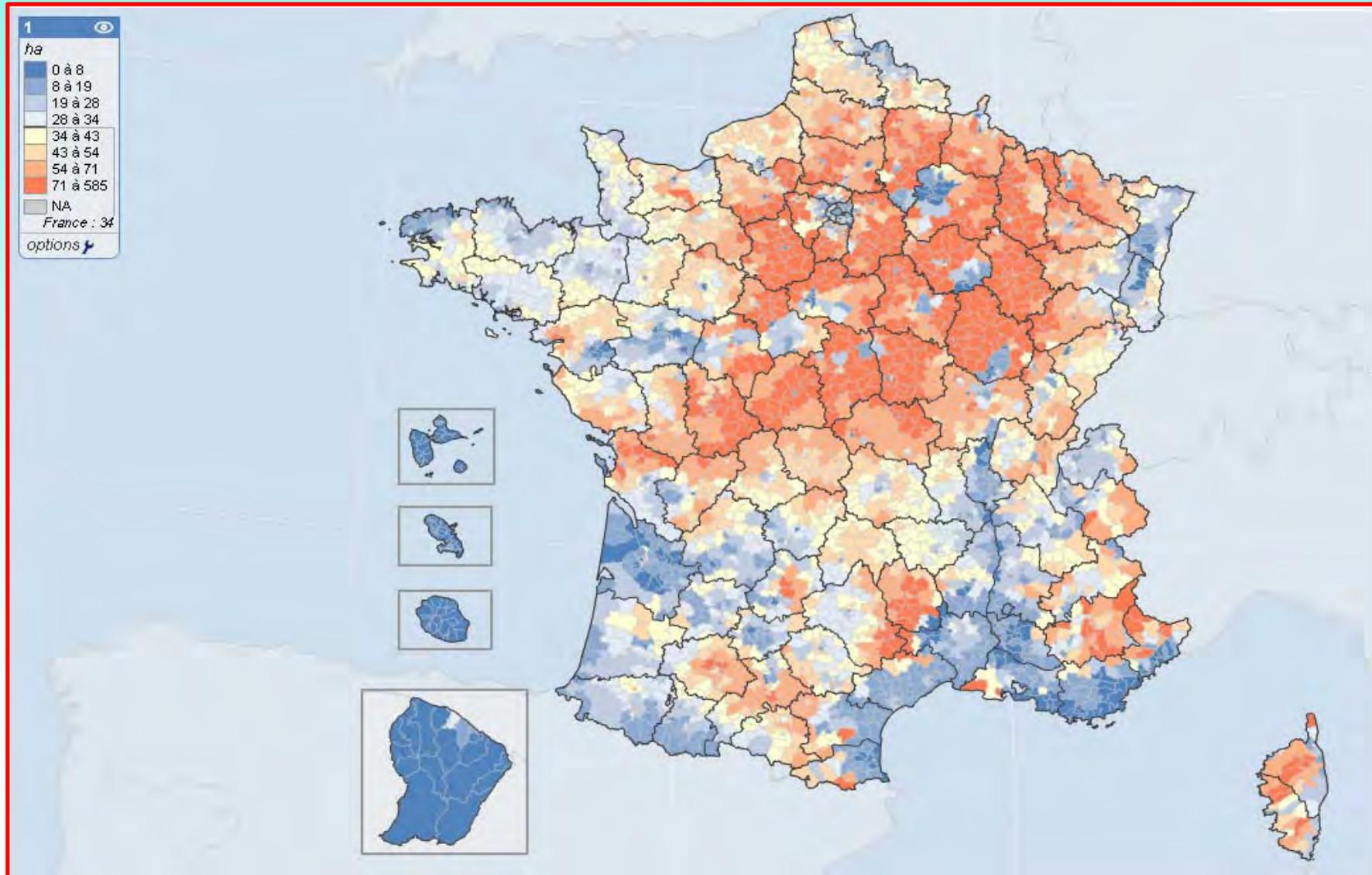
### Installations par forme juridique

	2008	2009	2010
		%	
Individuelles	35,6	34,5	34,5
Sociétaires	64,4	65,5	65,5
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

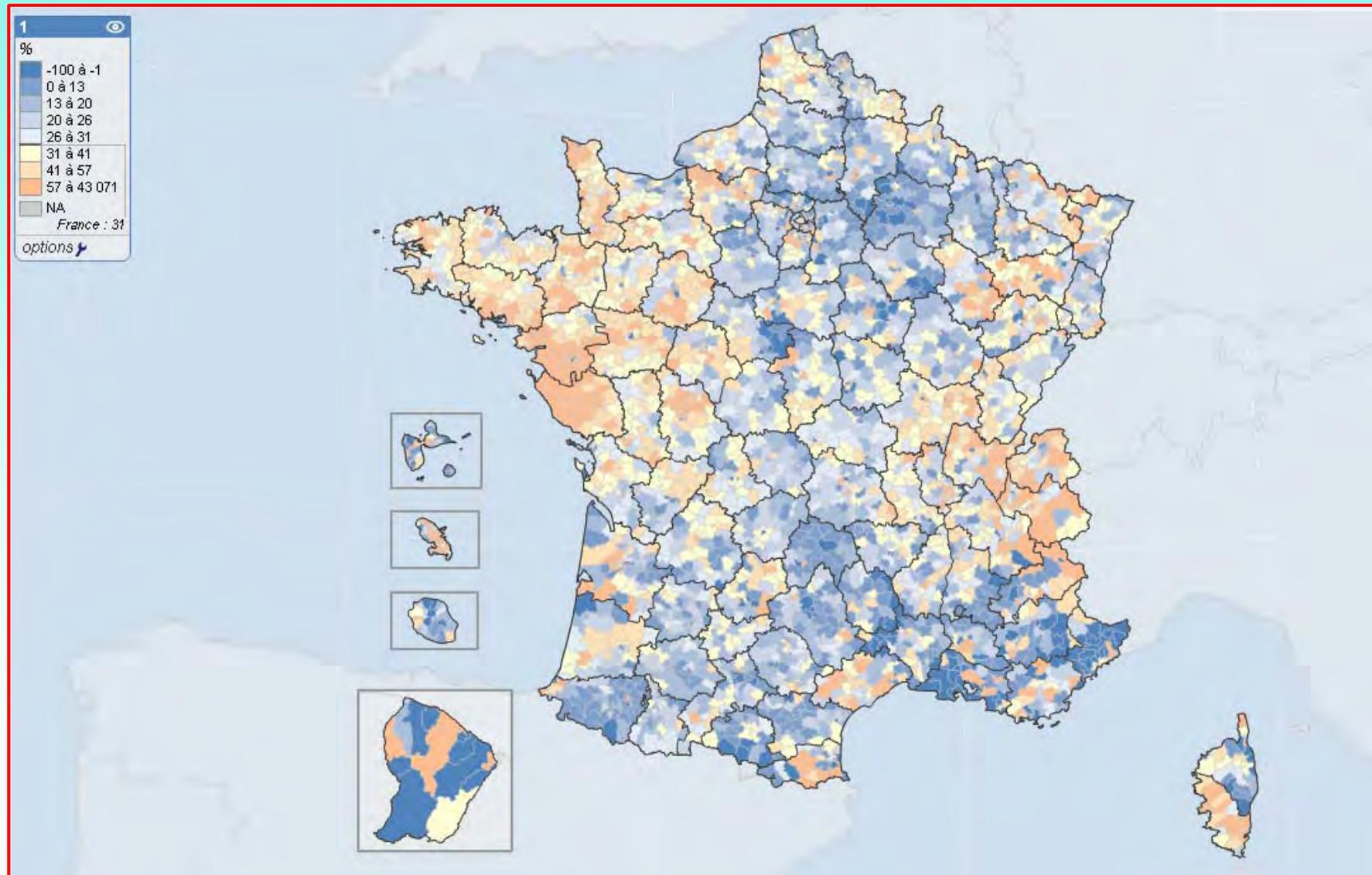
### Pyramide des âges des bénéficiaires de la DJA



## La superficie agricole par emploi agricole (hectares par UTA, 2010)

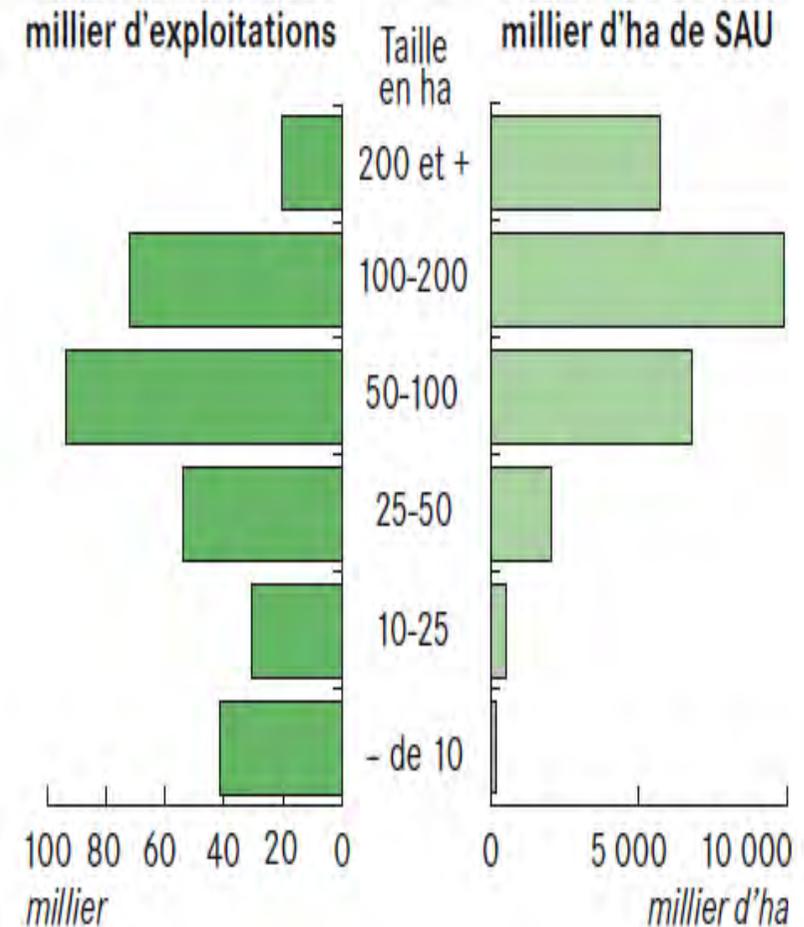


## Evolution de la superficie agricole par exploitation (en %, 2010 / 2000)

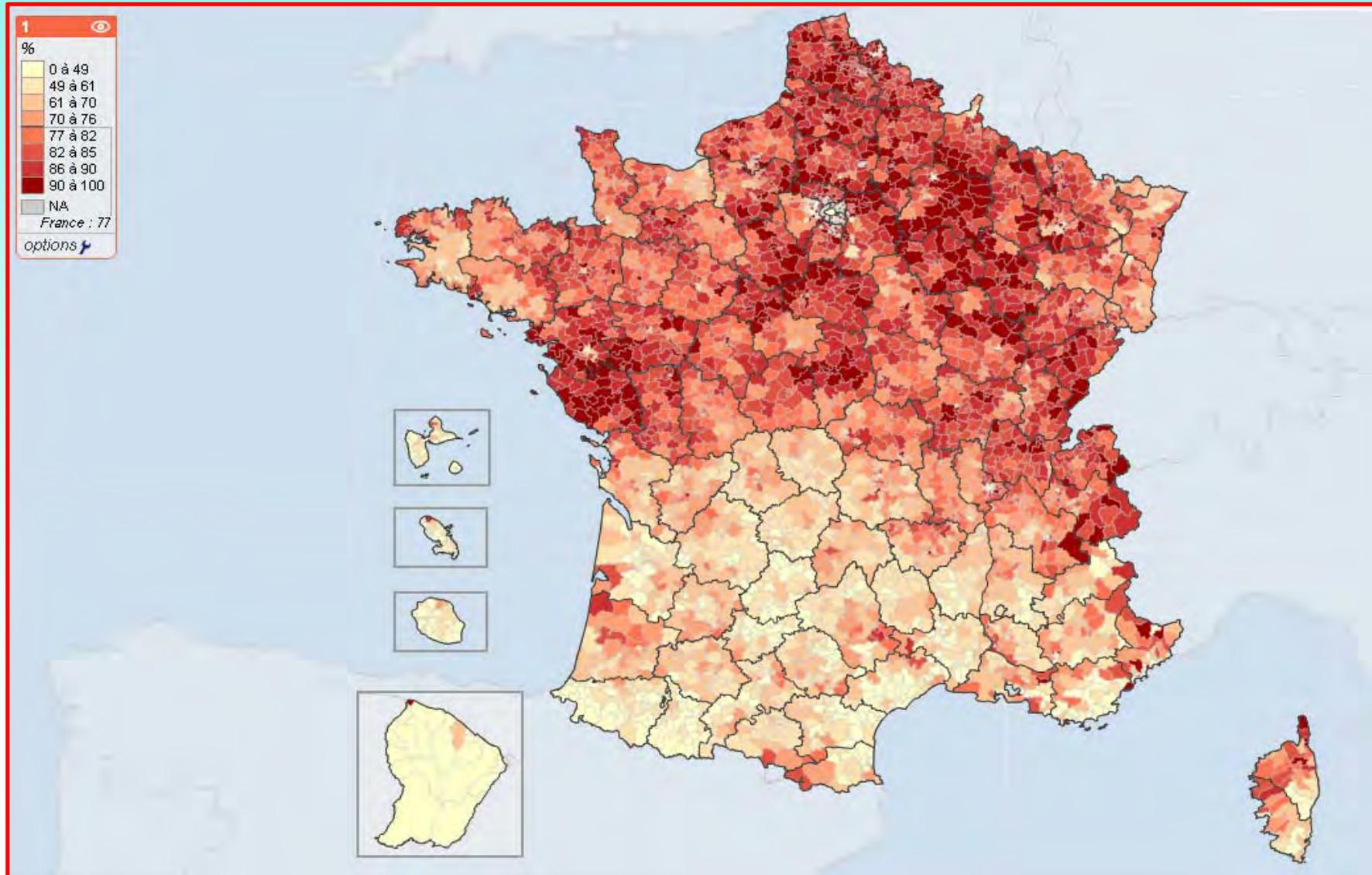


## La superficie agricole des exploitations agricoles en France

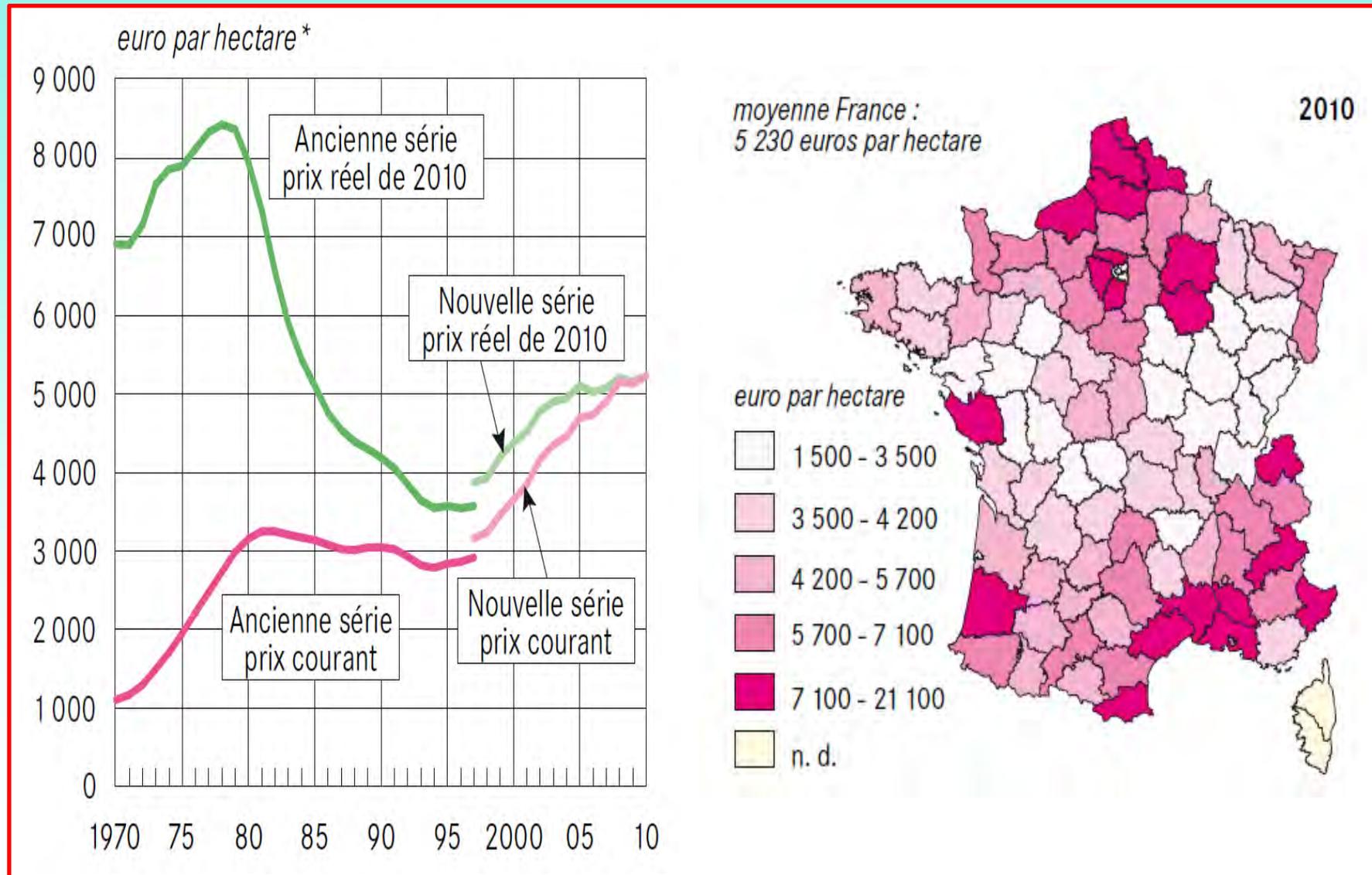
	Exploitations <sup>(1)</sup>		SAU	
	millier	%	millier d'ha	%
<b>Moyennes et grandes exploitations<sup>(2)</sup></b>	<b>312</b>	<b>100</b>	<b>25 101</b>	<b>100</b>
SAU de moins de 10 ha	42	13	147	1
SAU de 10 à moins de 25 ha	31	10	519	2
SAU de 25 à moins de 50 ha	54	17	2 037	8
SAU de 50 à moins de 100 ha	94	30	6 804	27
SAU de 100 à moins de 200 ha	72	23	9 889	39
SAU de 200 ha et plus	21	7	5 706	23
<b>Petites exploitations<sup>(2)</sup></b>	<b>178</b>	<b>100</b>	<b>1 865</b>	<b>100</b>
SAU de moins de 10 ha	121	68	391	21
SAU de 10 ha et plus	57	32	1 474	79



## Fermage en % de la SAU (en %, 2010)



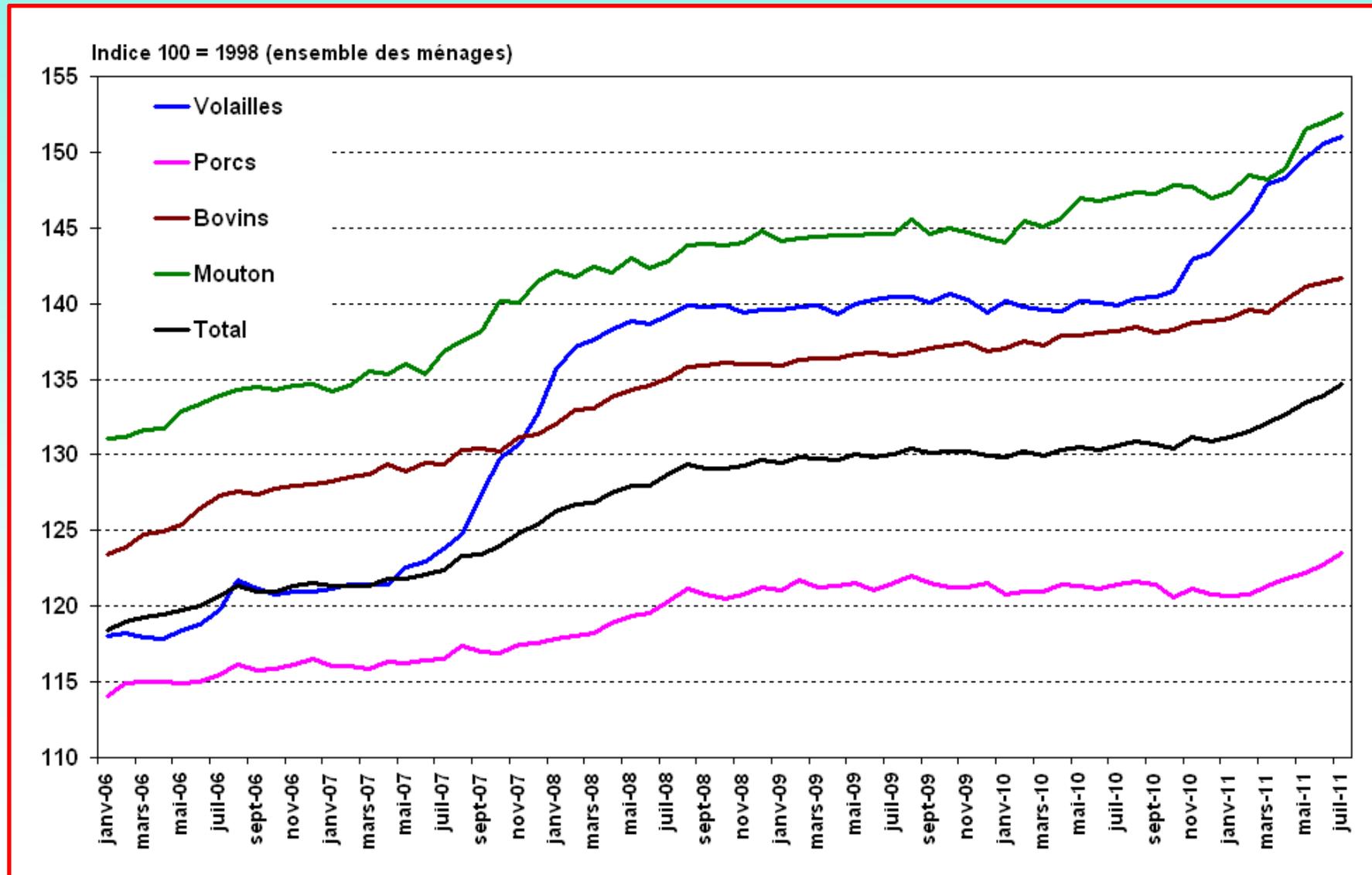
## Prix des terres agricoles (France)



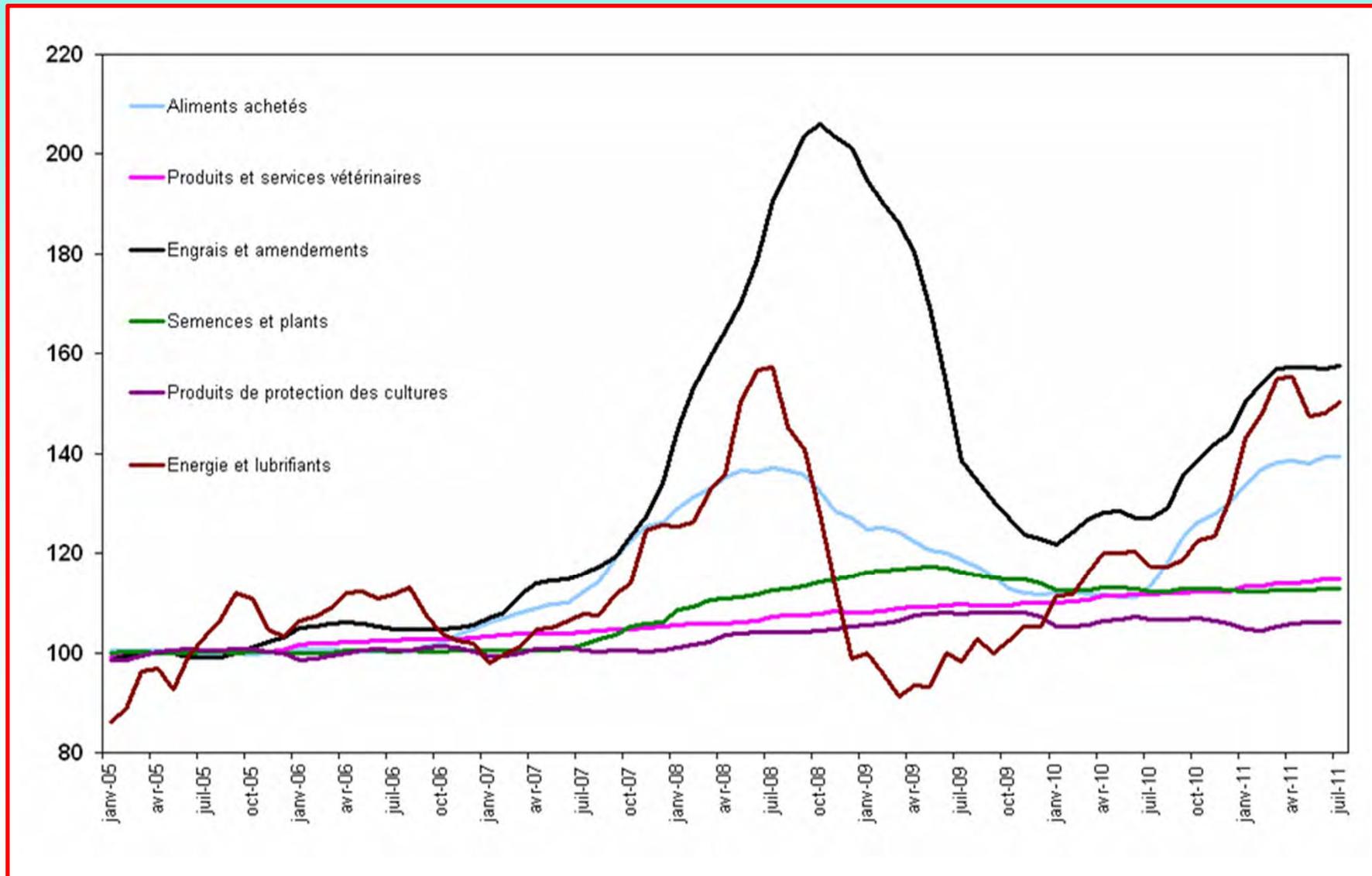
## 2- La volatilité des prix, les coûts et les revenus



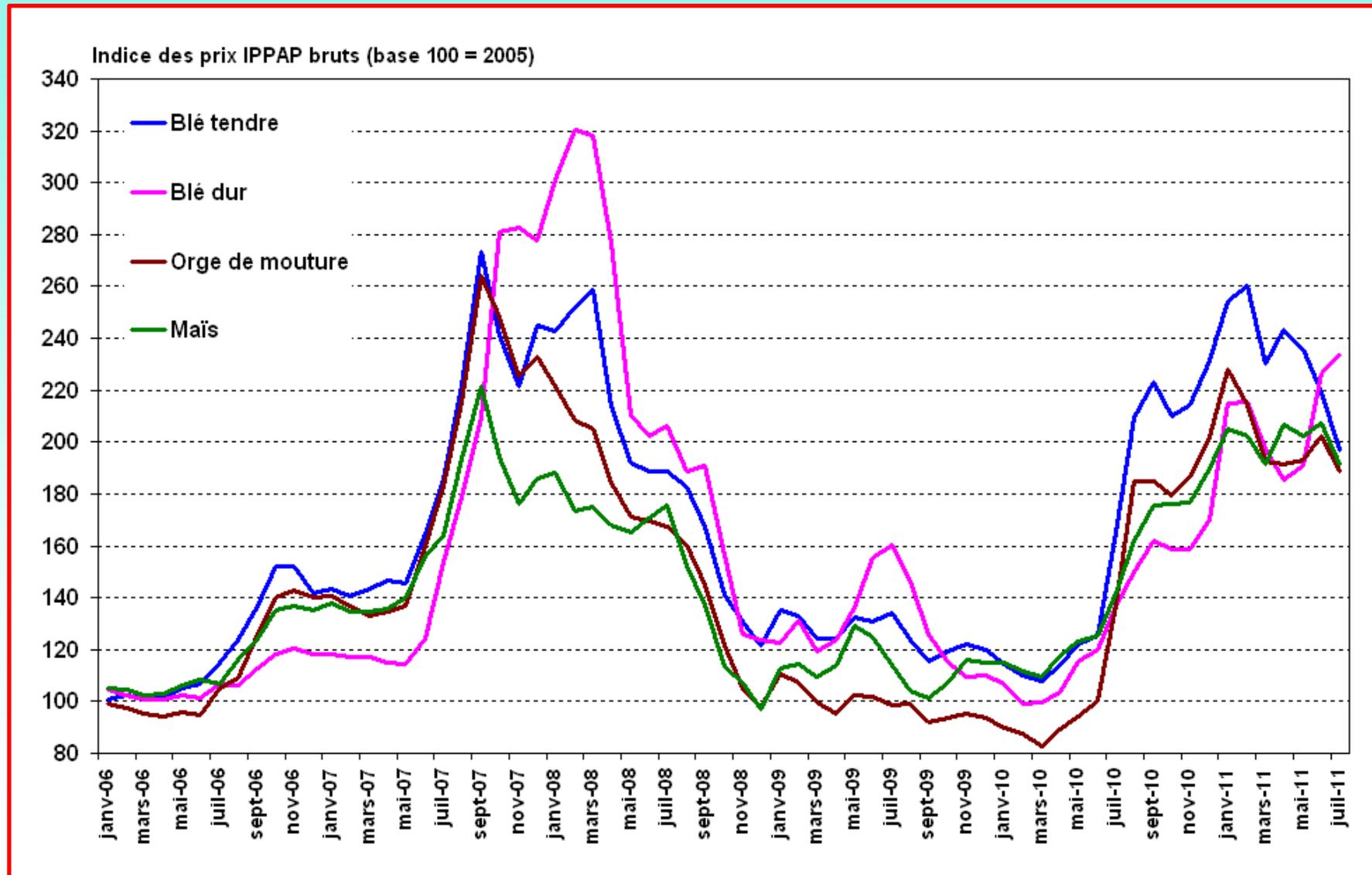
# Indice des prix à la consommation de produits alimentaires



## Les coûts de production en agriculture (indice 100 = 2005, France)



## Indice des prix en production végétale



## Les facteurs explicatifs de la volatilité des prix

### → Les marchés agricoles sont instables

- Une sensibilité de l'offre aux aléas climatiques (malgré le progrès technique)
- Une offre rigide à court terme (durée des cycles de production)
- Une demande peu élastique (peu de variation en fonction des prix)

### → La réforme des politiques agricoles et le manque de coordination

- OMC ; non coordination des réactions des pays face à la volatilité

### → Le prix du pétrole

- Augmentation des coûts ; hausse de la demande / pays « pétroliers »

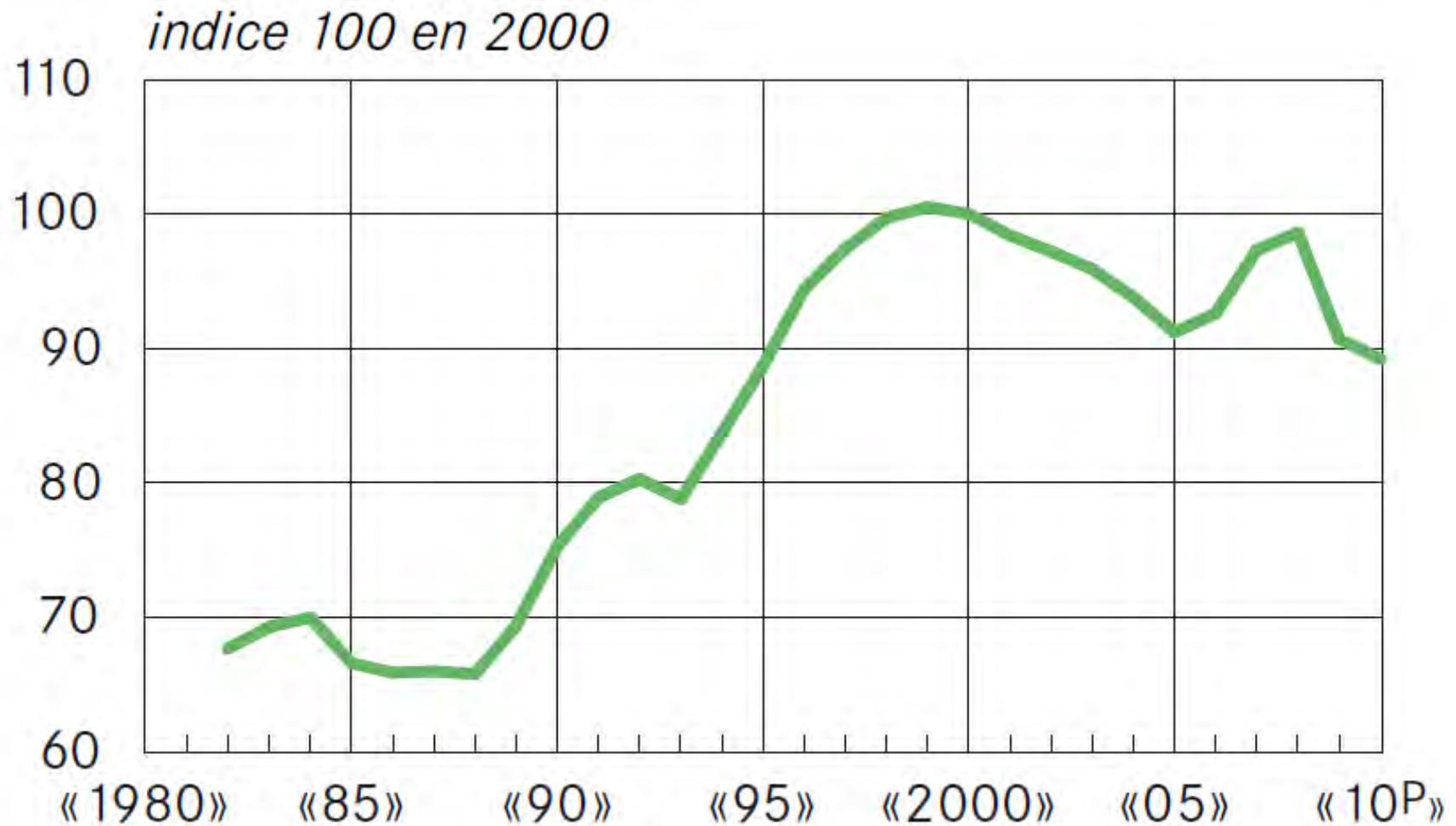
### → Le développement des agrocarburants

- Maïs grain (USA) et canne à sucre (Brésil)

### → La financiarisation et le rôle de la spéculation

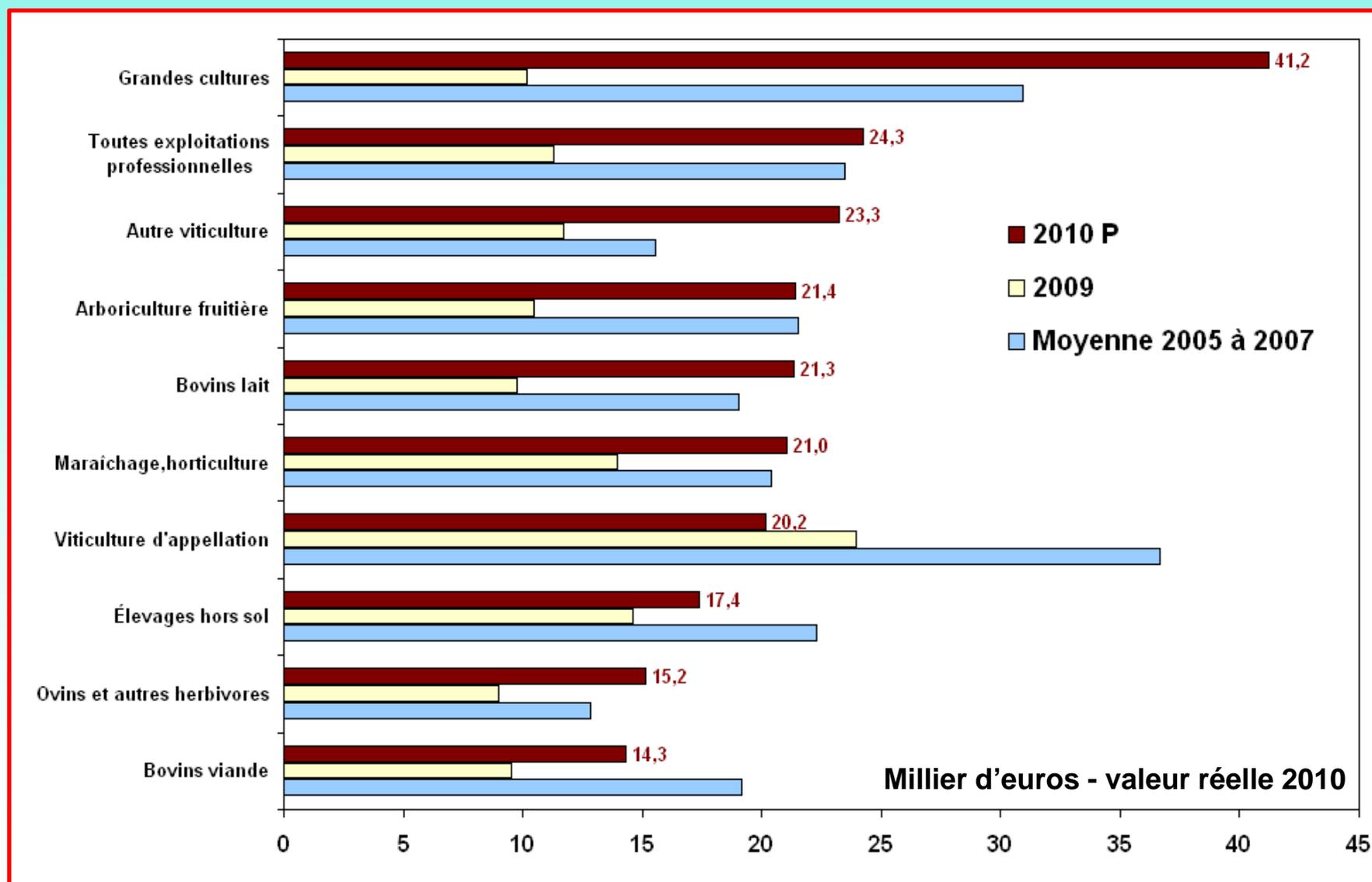
- Plus de volatilité à court terme...mais quels effets à long terme ?

## Résultat agricole net par actif (en terme réel, France)



(1) « 10 » : moyenne triennale des années 2008 à 2010 affectée à 2010.

## Résultat courant avant impôts par actif non salarié



## Quelques enjeux pour les exploitations agricoles

### → Un forte volatilité des prix

- La diversification des productions agricoles (versus spécialisation)
- La gestion pluriannuelle de la performance économique (politique fiscale)
- Les instruments de gestion des risques (marché à terme, assurance-revenu)
- Les démarches contractuelles (entre pays ; filières ; industriels et agriculteurs)

### → Une forte diversité de performances techniques et économiques

- Un secteur productif « éclaté » : de forts écarts de coûts de production
- Des systèmes parfois peu autonomes (hausse attendue du prix du soja, énergie)

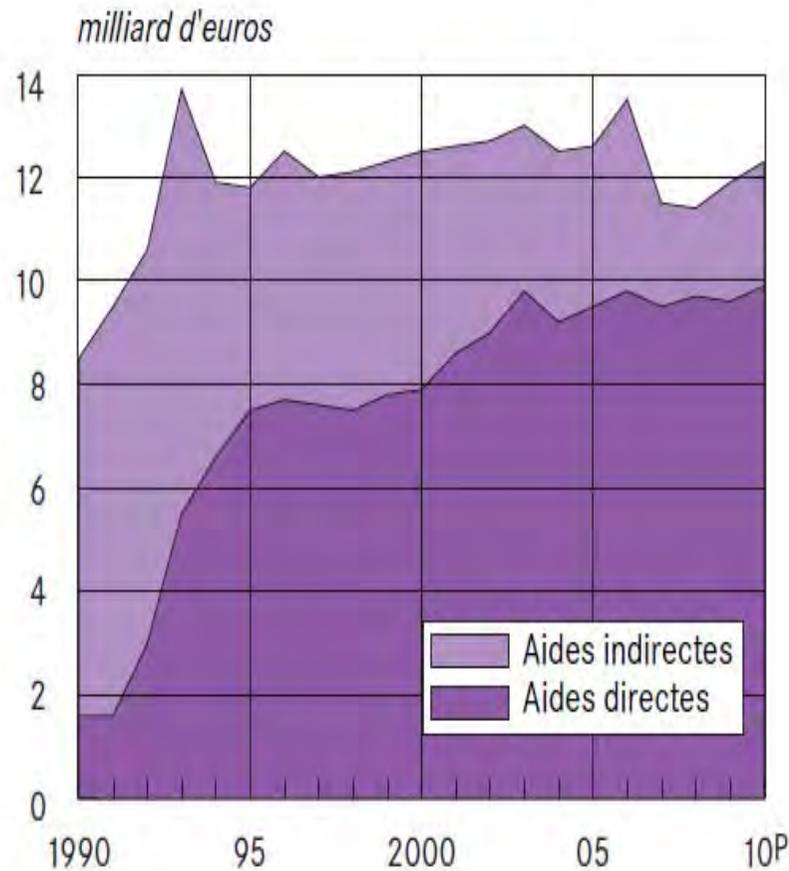
### → Des considérations sociologiques et sociétales à ne pas négliger

- Une évolution du rapport au métier (organisation du travail, formes sociétaires)
- Place des femmes dans l'agriculture
- Une pression des citoyens / extensions d'exploitations

### 3- Les soutiens publics à l'agriculture française



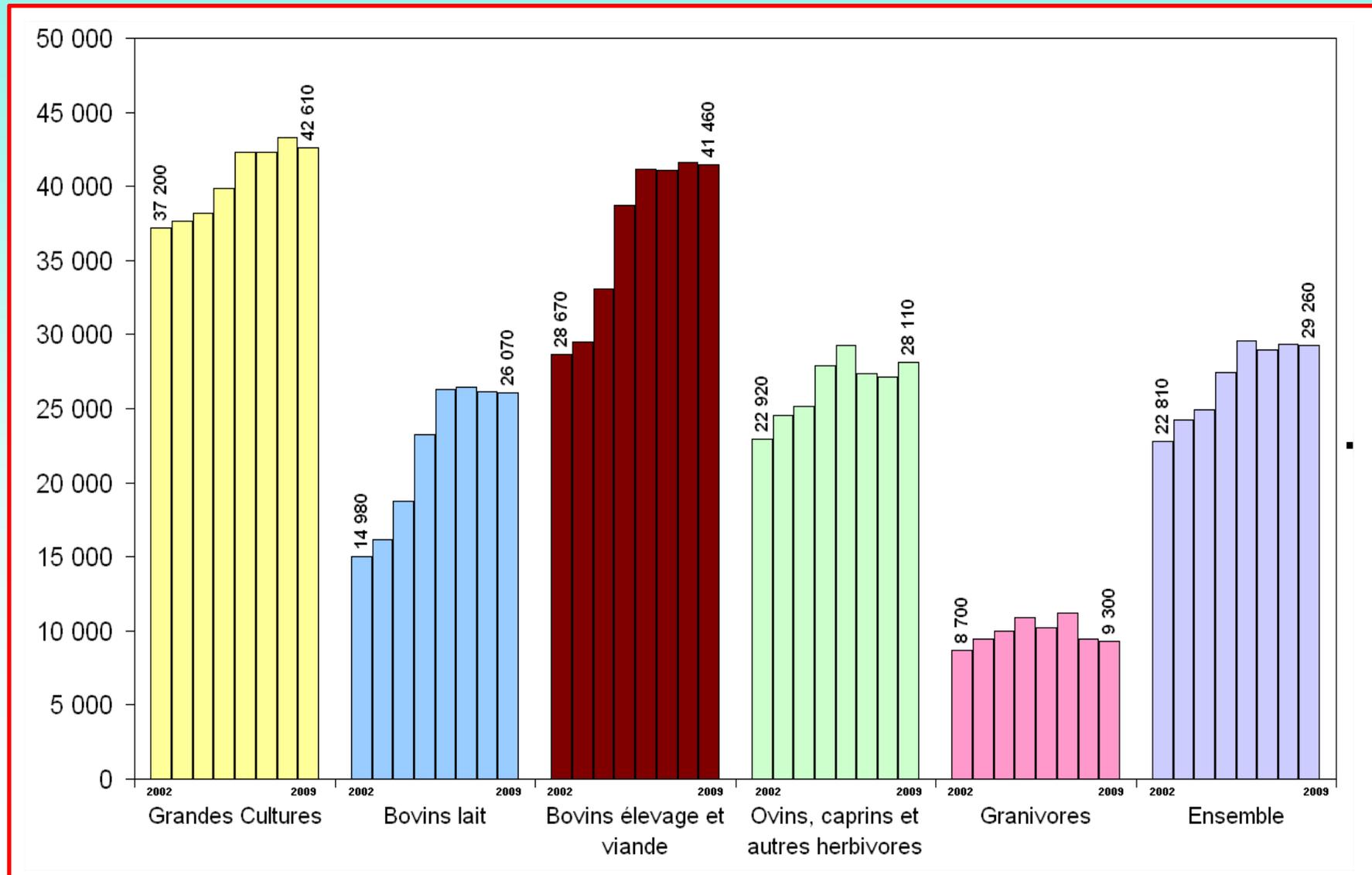
## Les concours publics à l'agriculture en France



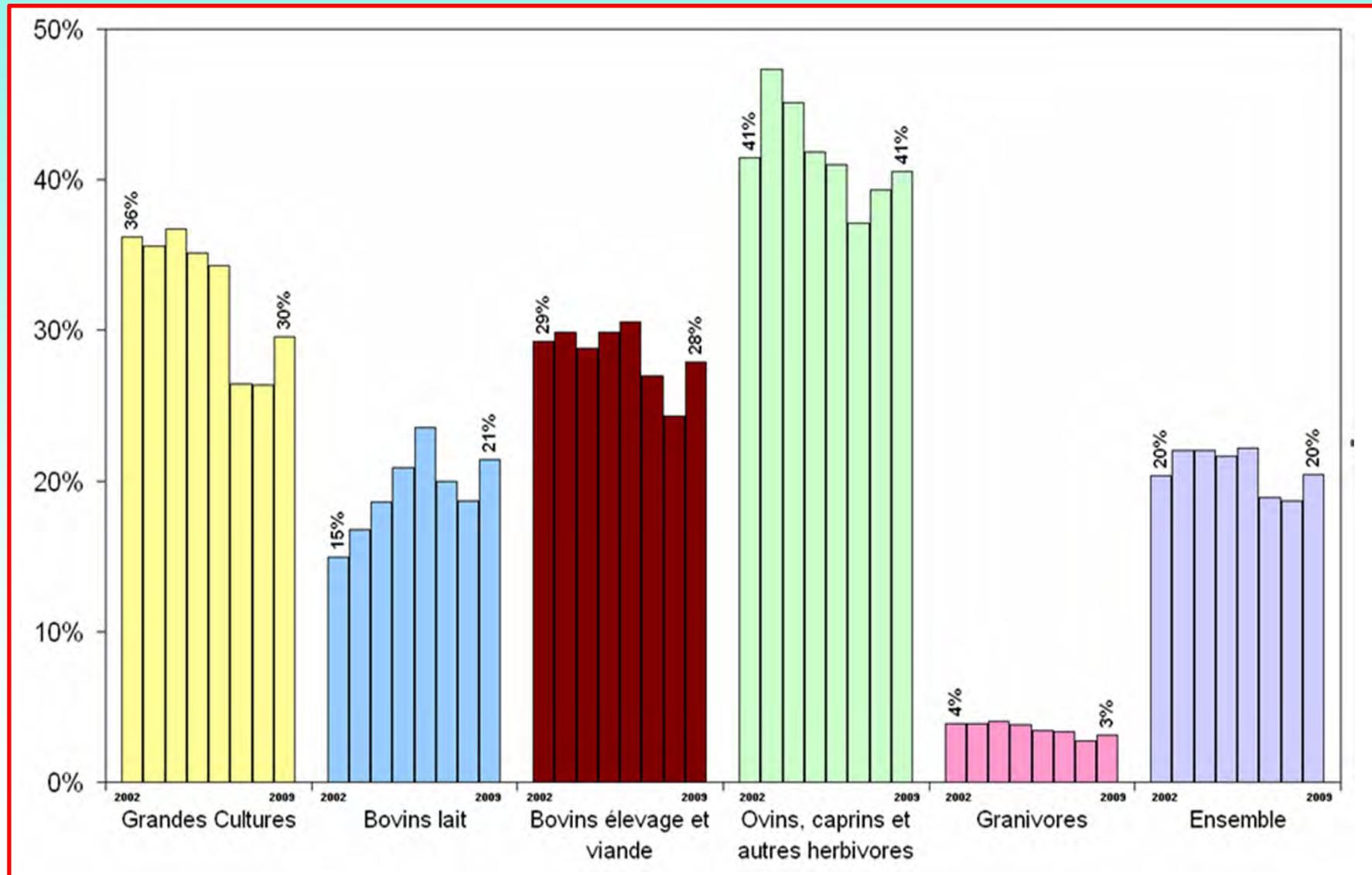
Sources : MAAPRAT - SAFSL, Agreste.

	1990	2000	2010 <sup>P</sup>
	<i>million d'euros</i>		
<b>Marchés et revenus agricoles</b>	<b>6 676</b>	<b>10 330</b>	<b>10 349</b>
<i>dont</i>			
<i>régulation des marchés</i>	4 751	2 330	441
<i>aides liées aux produits</i>	805	7 018	1 042
<i>maîtrise de l'offre</i>	398	528	96
<i>paiements uniques</i>	0	0	7 179
<b>Développement rural</b>	<b>1 814</b>	<b>1 923</b>	<b>1 492</b>
<i>dont</i>			
<i>installation, modernisation et</i> <i>maîtrise des pollutions</i>	906	430	328
<i>compensation de</i> <i>handicaps naturels</i>	316	393	555
<i>Mesures agro-environnementales</i>	7	291	354
Sécurité sanitaire des végétaux et des animaux	40	238	372
<b>Total agriculture et territoires ruraux</b>	<b>8 530</b>	<b>12 491</b>	<b>12 214</b>

## Le montant des aides directes par exploitation (euros, France)



## Aides directes en % de la production agricole (% , France)

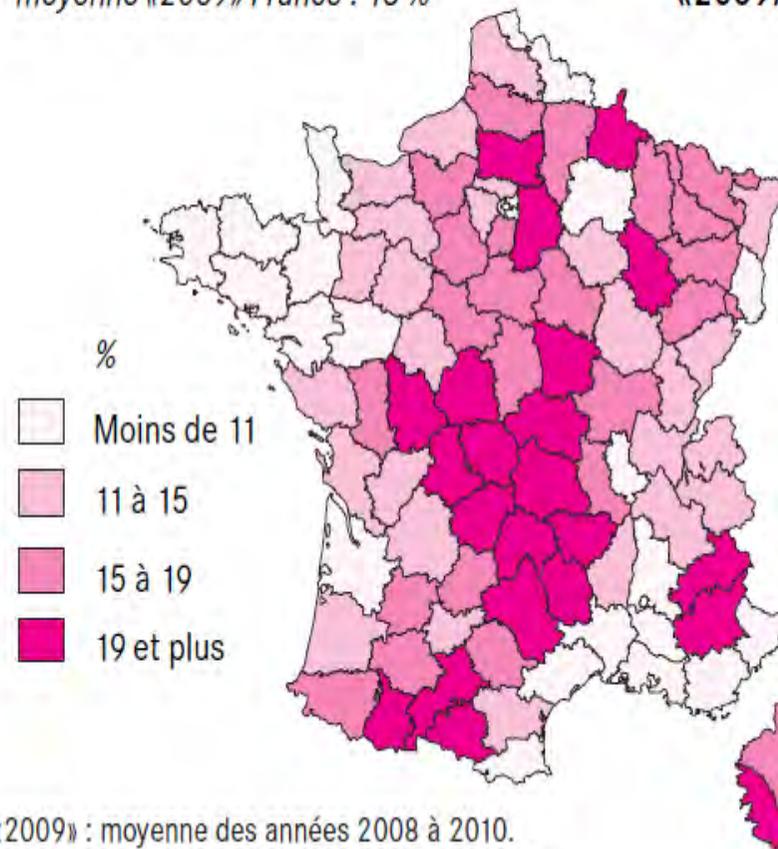


# Les subventions à l'agriculture en France

## Part des subventions dans le chiffre d'affaires(1)

moyenne «2009» France : 13 %

«2009»



«2009» : moyenne des années 2008 à 2010.

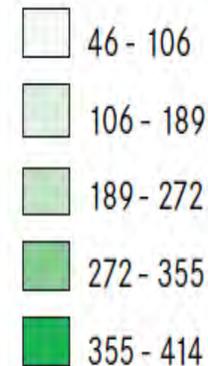
(1) Valeur de la production + subventions totales.

## Droits à paiement unique détenus

moyenne France  
tous DPU compris : 292 euros

2010P

valeur unitaire  
moyenne en euros



## Le découplage des aides directes

### → Les DPU : une mise en conformité de la PAC avec l'OMC

- Des soutiens non distorsifs de la production et des échanges

### → Principaux atouts des aides directes découplées

- Prévisibilité interannuelle des fonds utilisés
- Efficacité du transfert au bénéfice direct des seuls agriculteurs
- Prise en compte des signaux du marché par les agriculteurs
- Incitation, dans certains cas, à une désintensification

### → Principales faiblesses des aides découplées

- Soutiens accordés de manière indépendante des prix perçus
- Une capitalisation dans le prix du foncier (hausse des coûts)
- Des soutiens qui n'incitent pas aux changements de pratiques
- Des exigences environnementales modestes (conditionnalité)
- Un risque d'abandon de la production dans les territoires fragiles

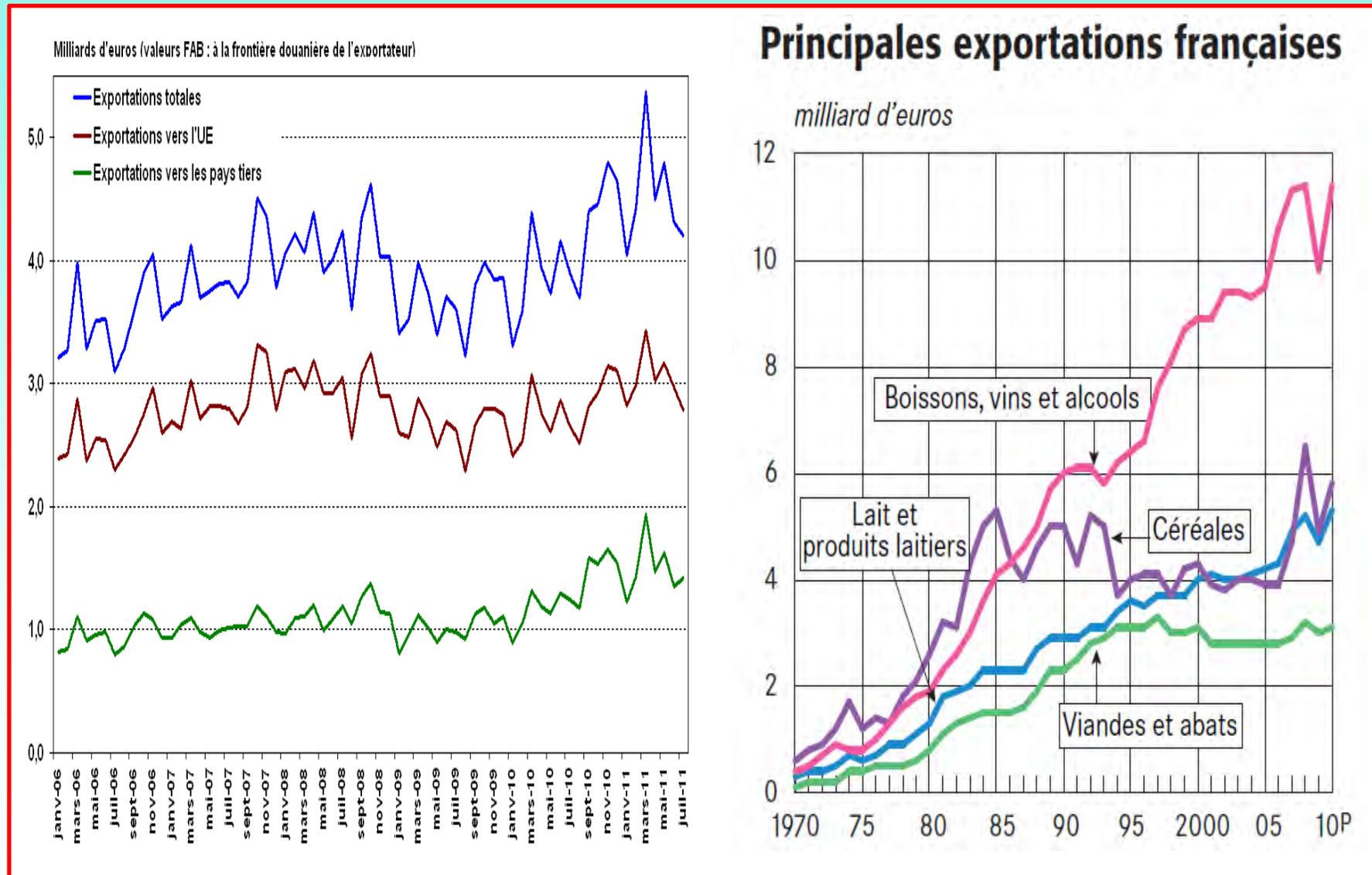
## L'avenir de la PAC : un débat budgétaire difficile

- ➔ **La dotation budgétaire de l'UE pour la période 2014-2020**
  - **Difficultés économiques des Etats membres et solidarité financière**
  
- ➔ **La part de ce budget qui sera consacrée à la PAC**
  - **« Stratégie Europe 2020 »** (croissance intelligente, durable et inclusive)
  
- ➔ **L'allocation des fonds entre le 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> pilier de la PAC**
  - **Pilier 1** (mesures de marché et paiements non contractuels) ; **Pilier 2** (contractuels - cofinancés)
  
- ➔ **L'allocation du budget la PAC entre les Etats membres**
  - **Quels futurs équilibres entre les anciens et les nouveaux EM ?**
  
- ➔ **L'allocation des fonds, au sein de chaque EM, entre exploitations**
  - **Rééquilibrage entre régions et productions agricoles ?**

## 4- Les échanges agroalimentaires en France



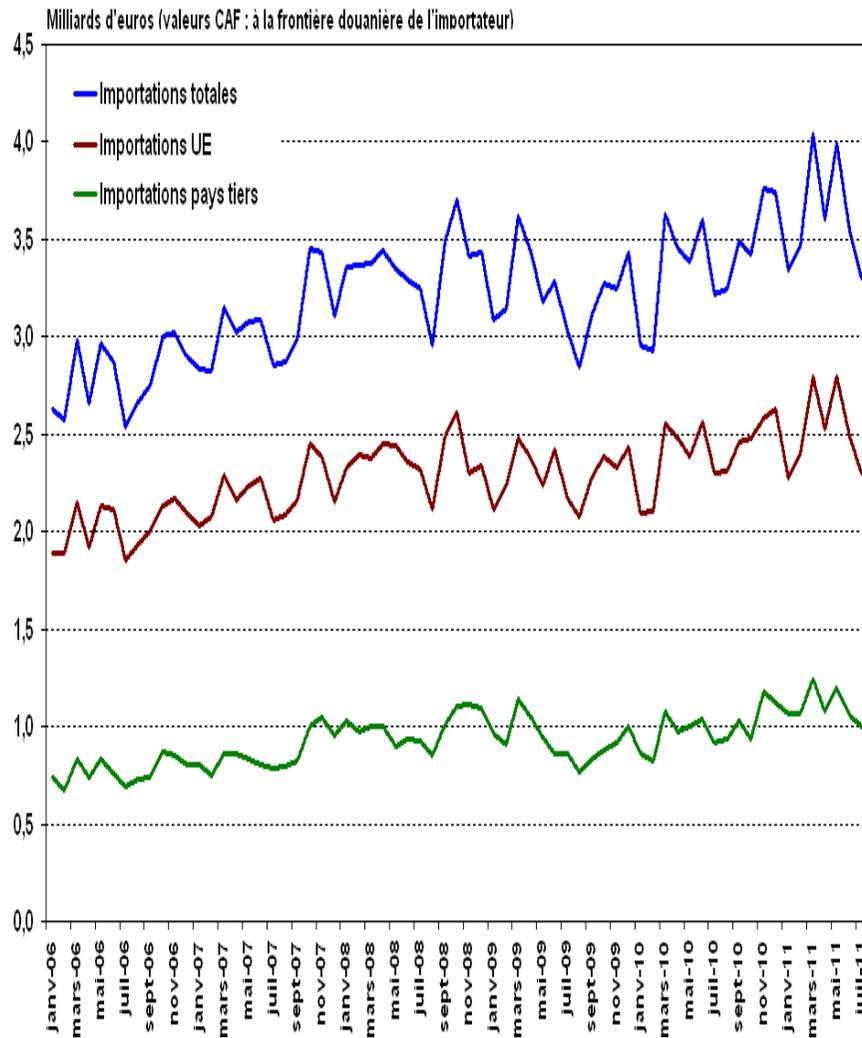
# Exportations françaises de produits agricoles et alimentaires



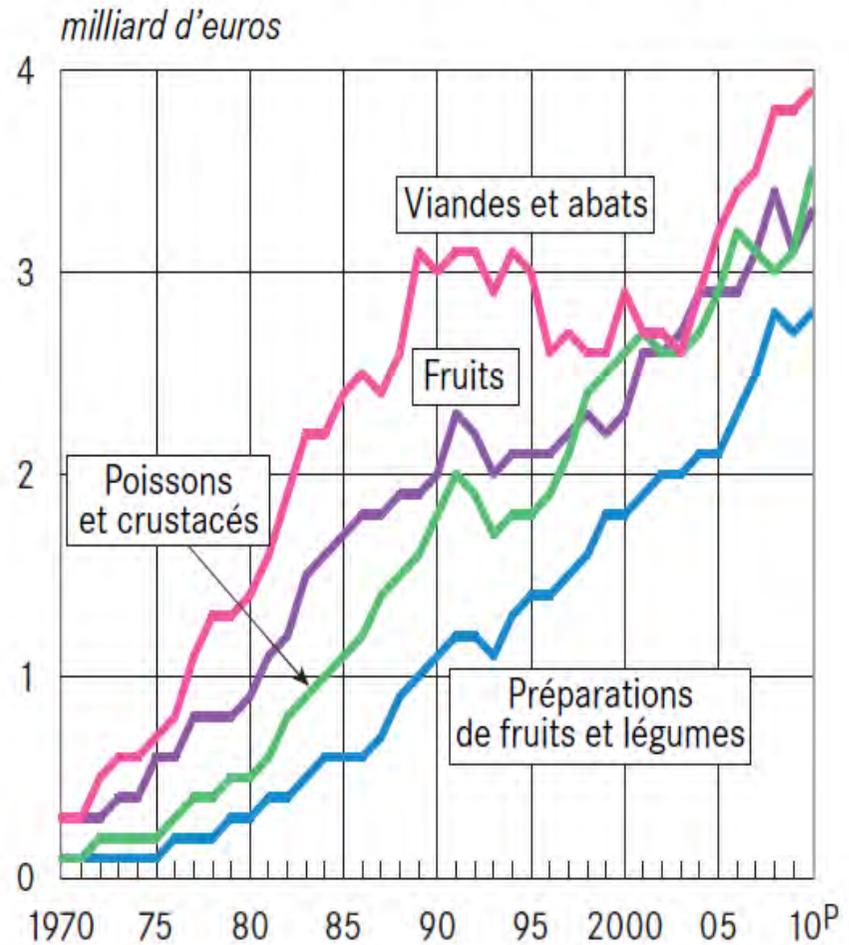
Total des produits agricoles et alimentaires (chapitres 01 à 24 NC)

Douanes

# Importations françaises de produits agricoles et alimentaires

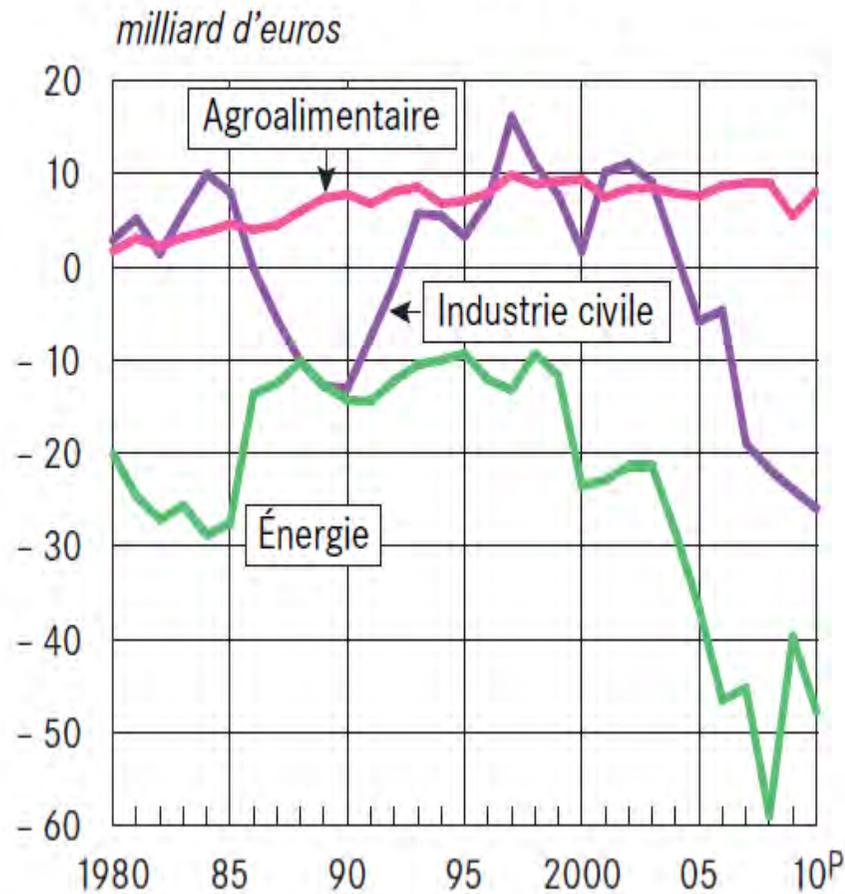


## Principales importations françaises

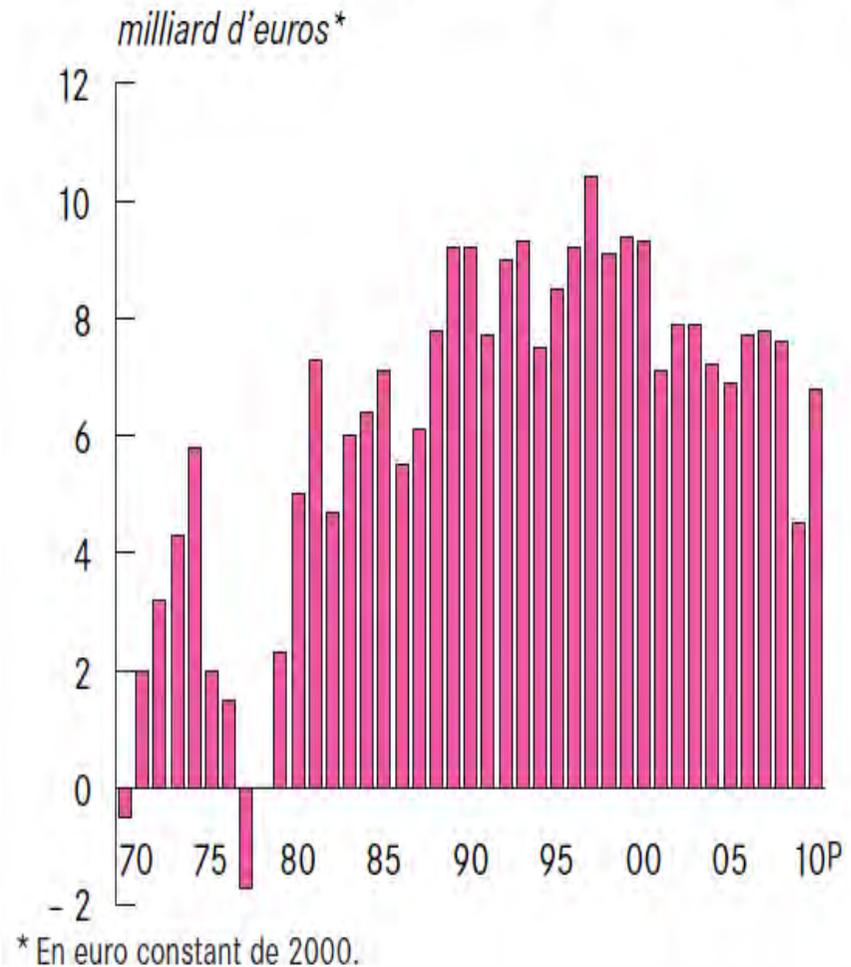


## Le commerce agroalimentaire de la France

### Soldes commerciaux par grands secteurs



### Balance commerciale agroalimentaire



## Quelques enjeux pour le secteur agroalimentaire français

### → Une concurrence intracommunautaire croissante (pays du Nord)

- Un développement des volumes / stratégies « compétitivité/environnement »
- Une amélioration récente de leurs positions commerciales
- Des normes (sociales, environnementales, etc.) moins exigeantes qu'en France ?

### → Seuls les marchés extérieurs sont véritablement en augmentation

- La compétitivité à l'export est au cœur de la croissance
- La France n'est pas compétitive pour certains produits (viande bovine,...)
- La hausse est forte surtout dans les PED (dont ceux proches de la méditerranée)

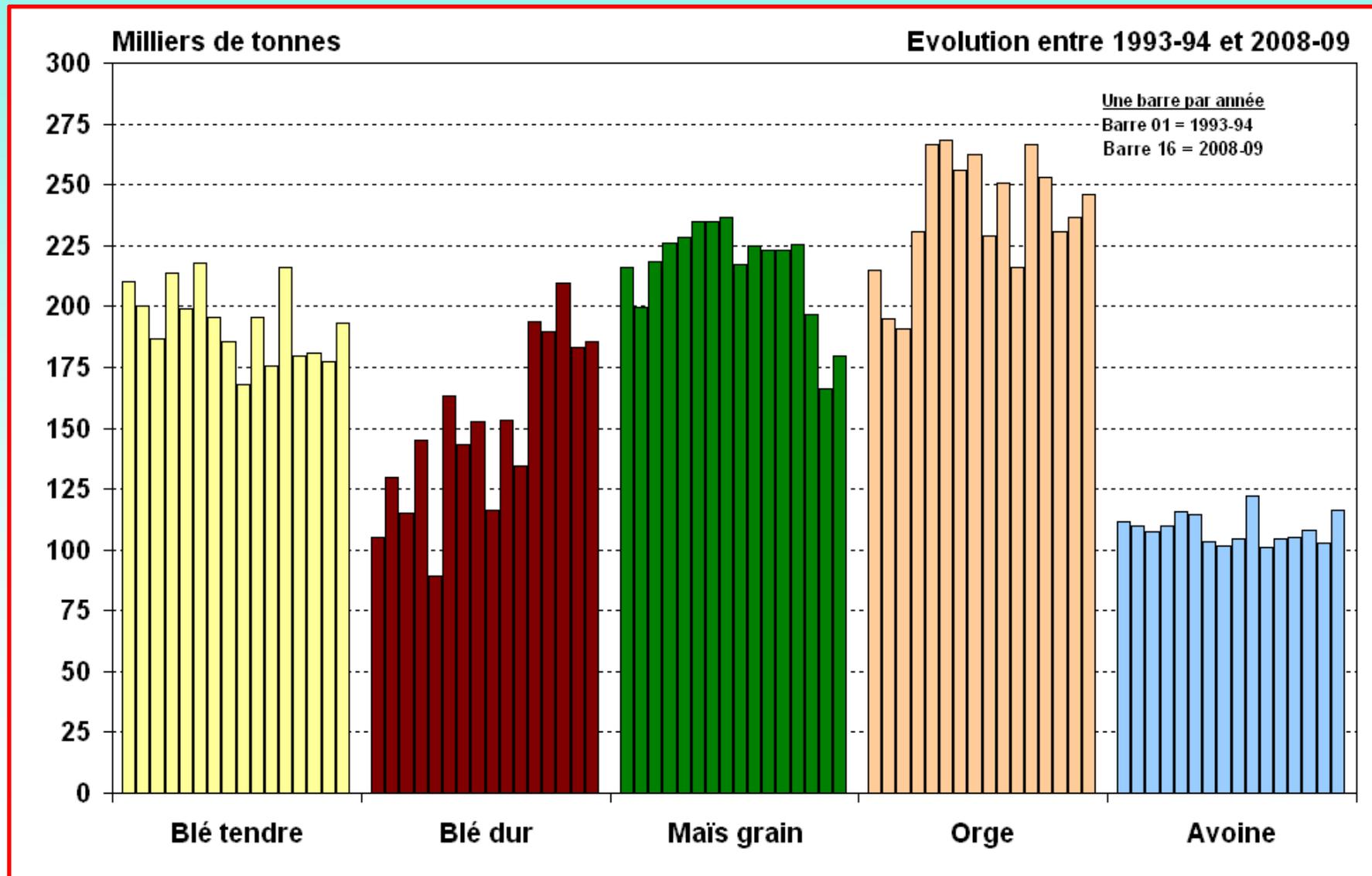
### → Un mouvement rapide de concentration des industriels (monde)

- Les industriels ont une influence croissante sur la localisation de l'offre
- La question centrale des investissements et des innovations
- Une diversité de statut des acteurs : entreprises privées / coopératives

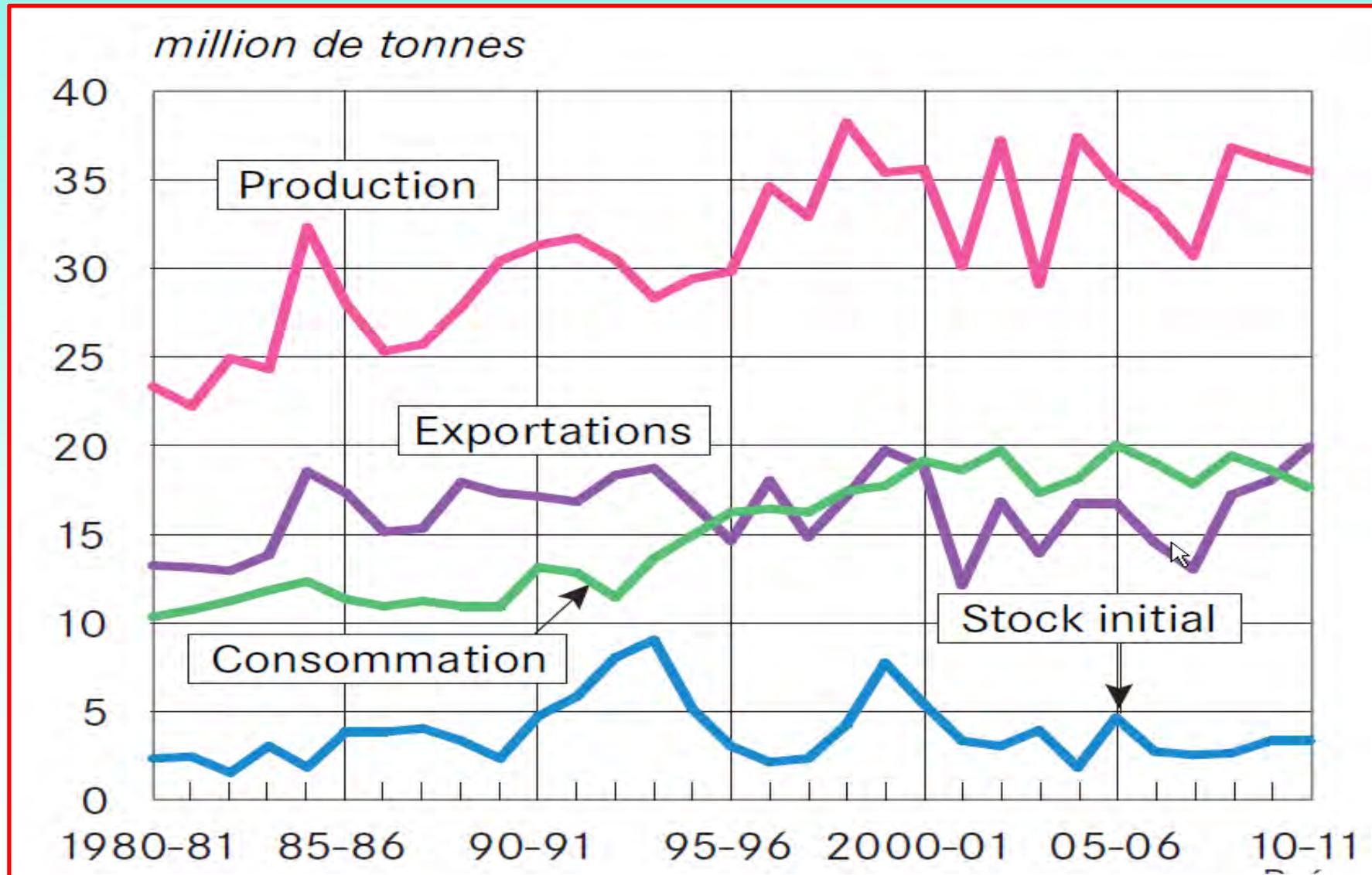
## 5- La dynamique des productions agricoles



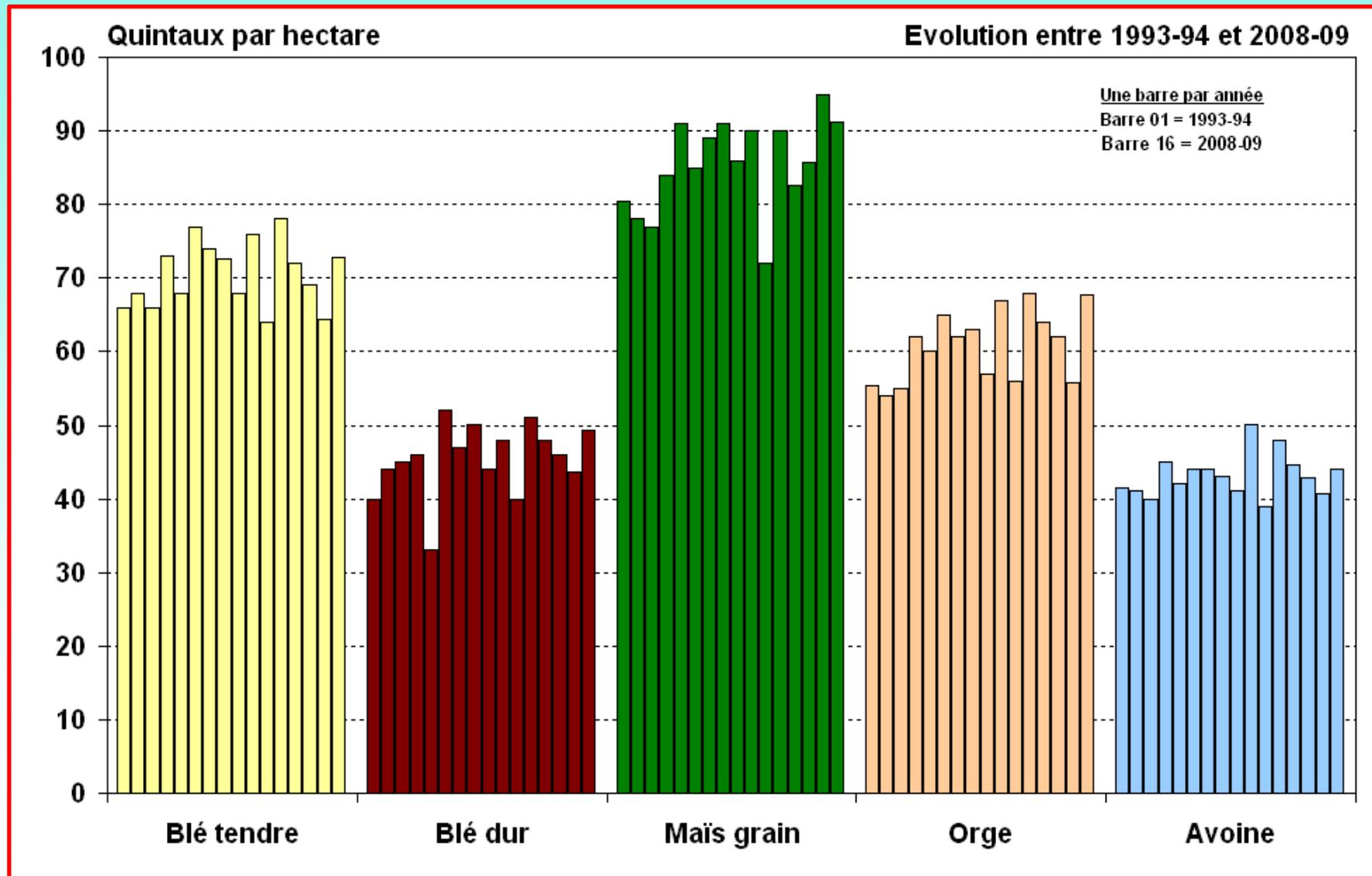
## Le taux d'auto-provisionnement en céréales (France)



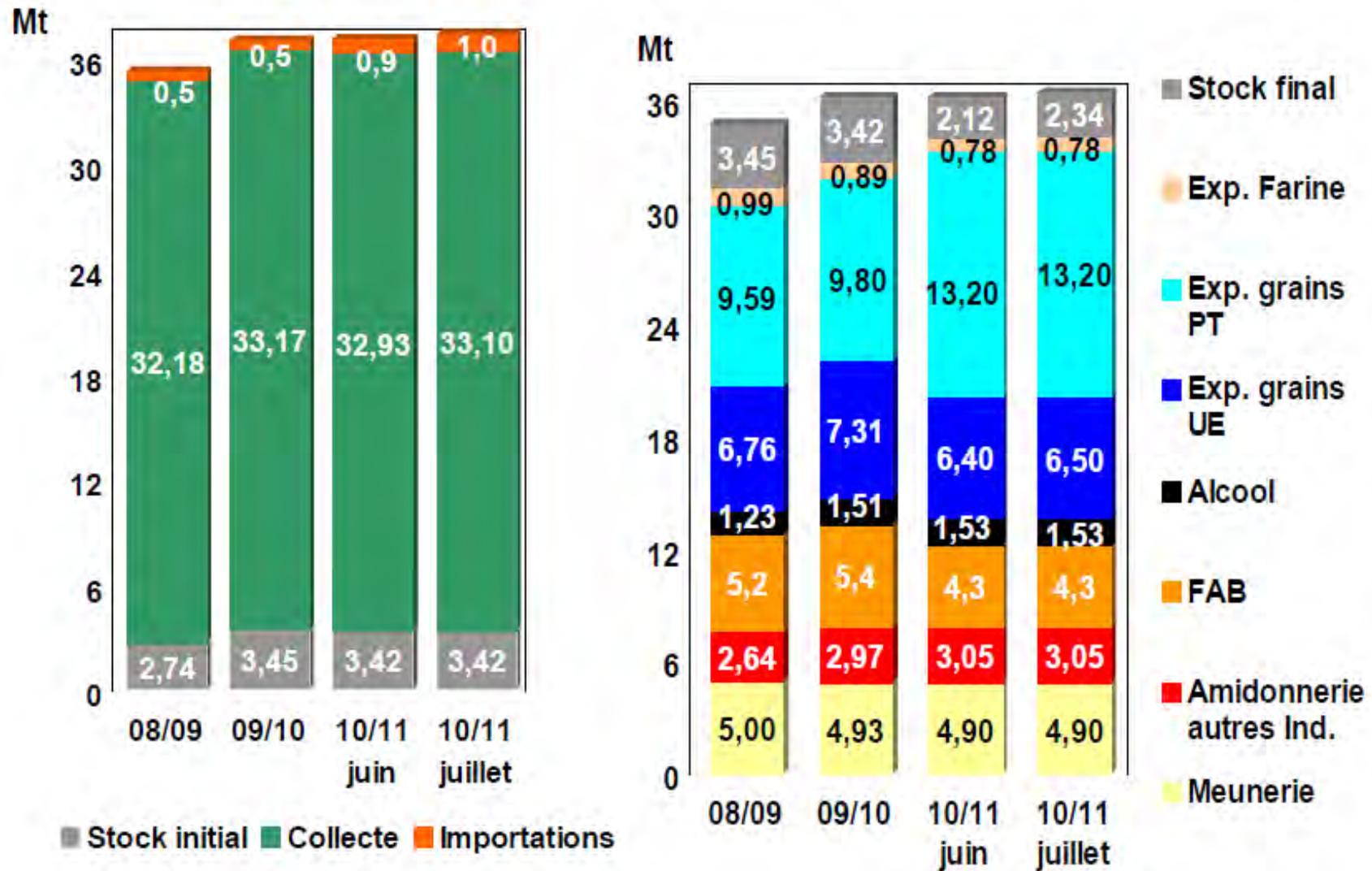
## Le blé tendre (France)



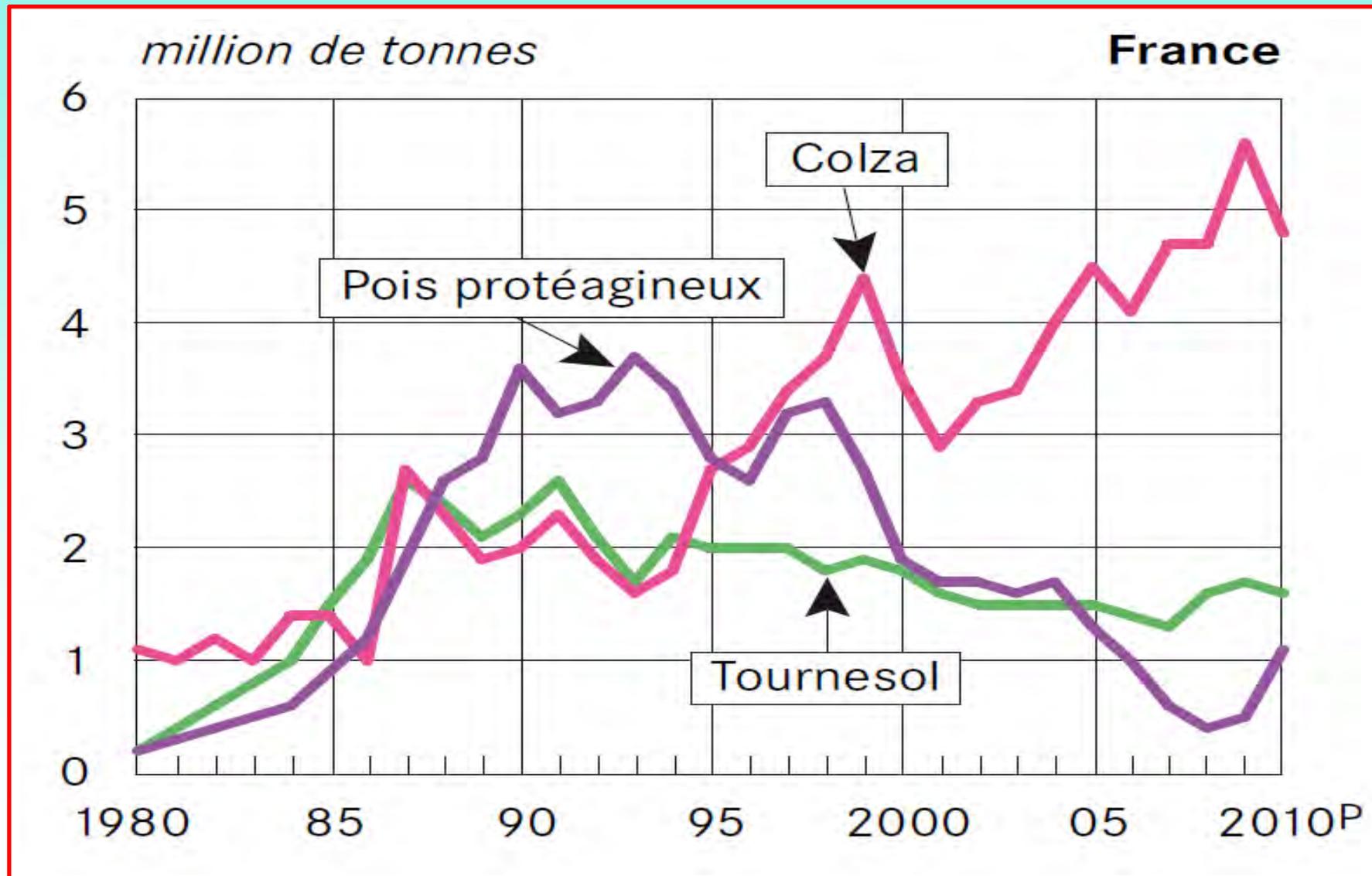
## Le rendement des céréales (France)



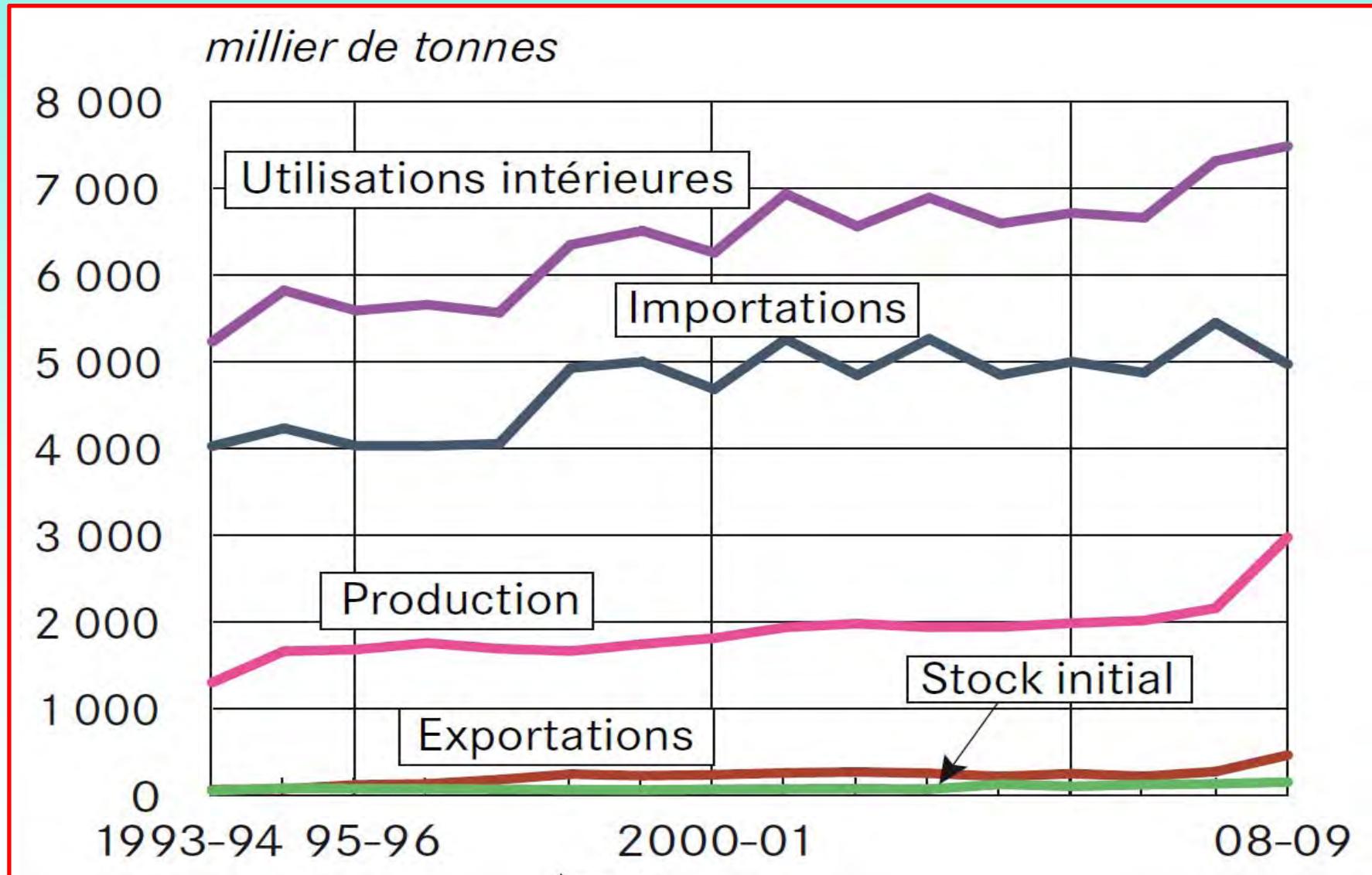
## L'utilisation du blé tendre (France, millions de tonnes)



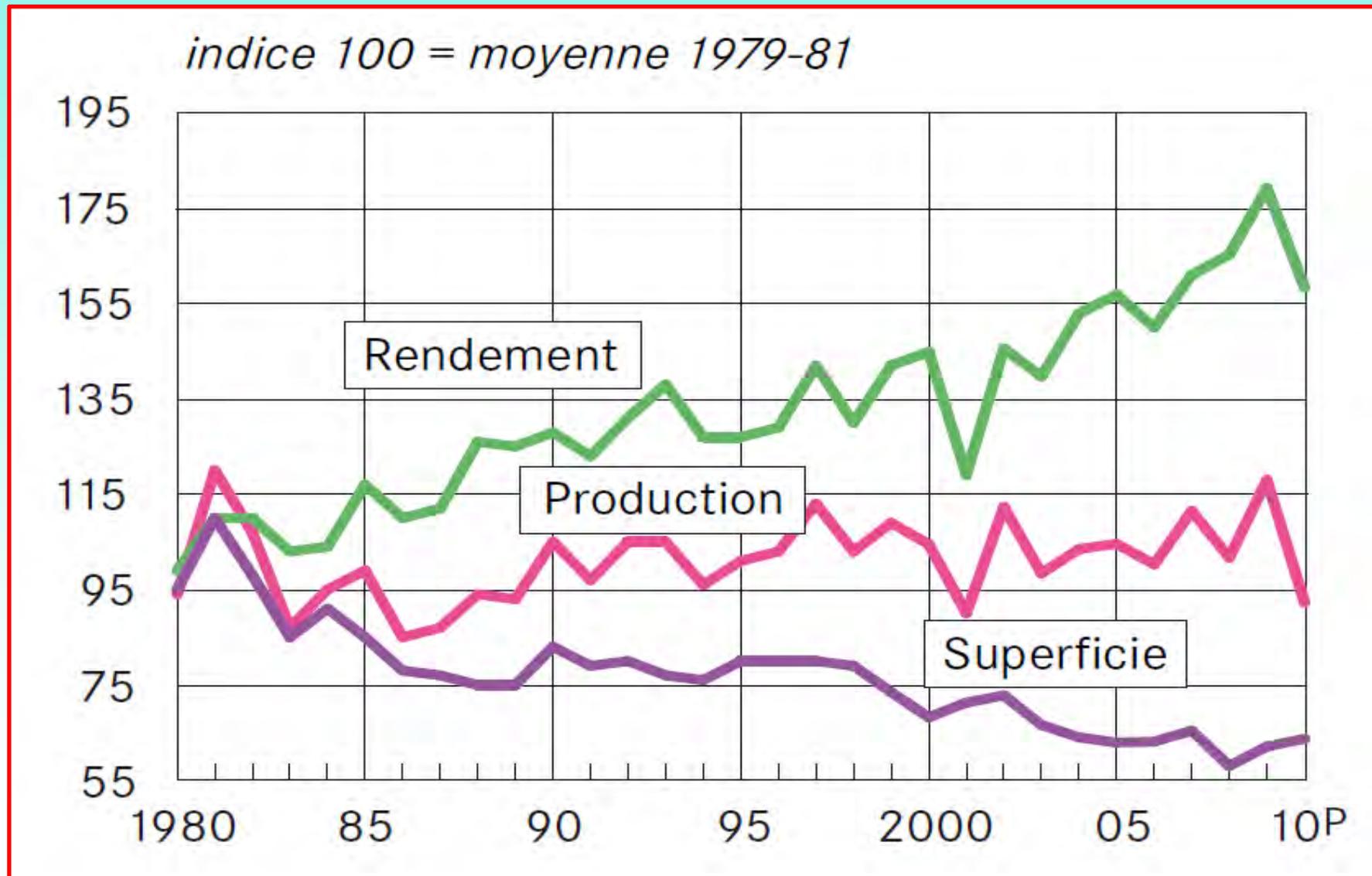
## Production de graines oléagineuses et protéagineuses (France)



## Bilan français des tourteaux de colza, tournesol et soja

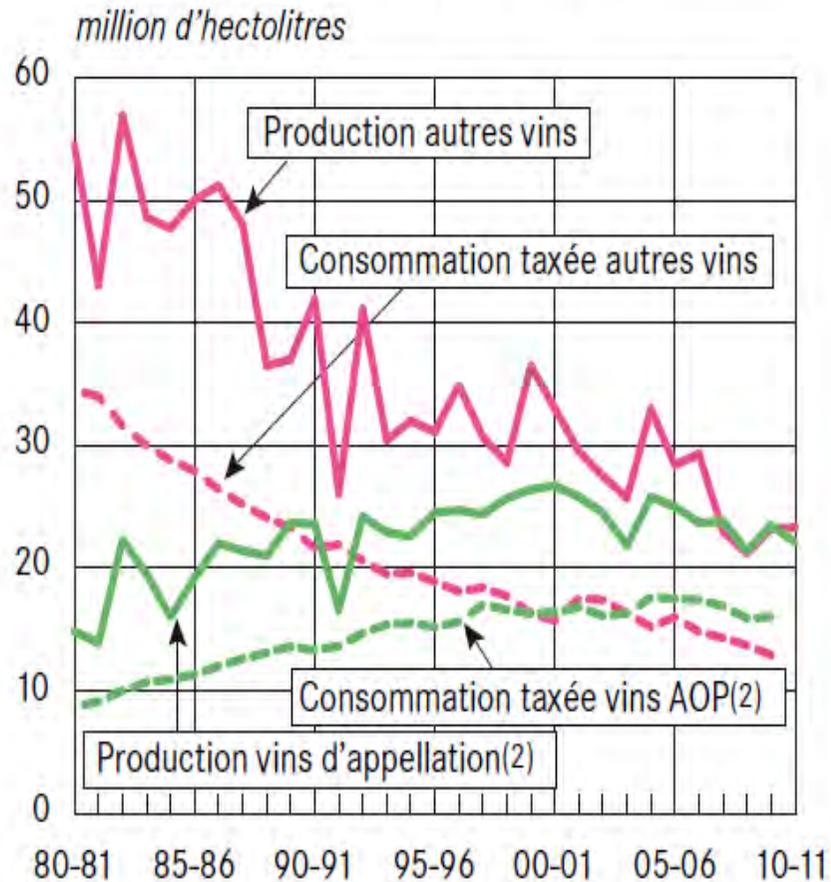


## Les betteraves industrielles en France

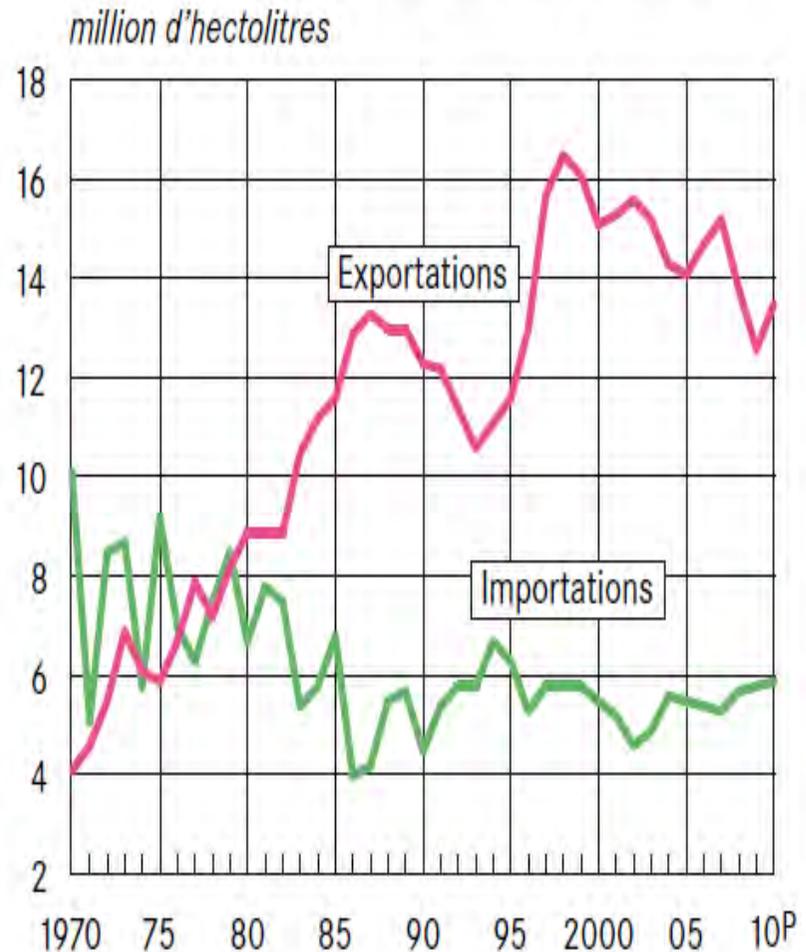


## Le secteur du vin en France

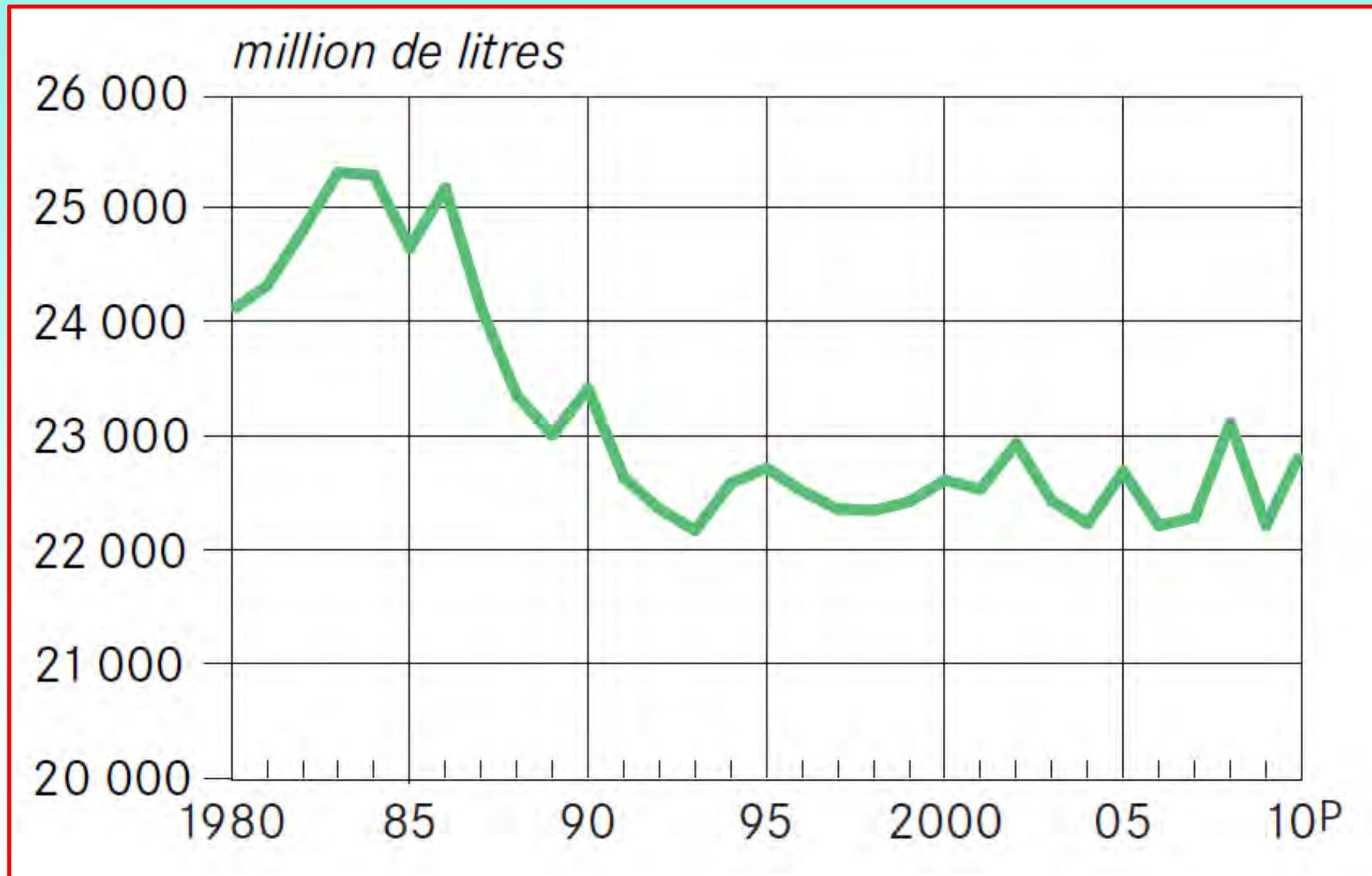
### Production et consommation de vin en France



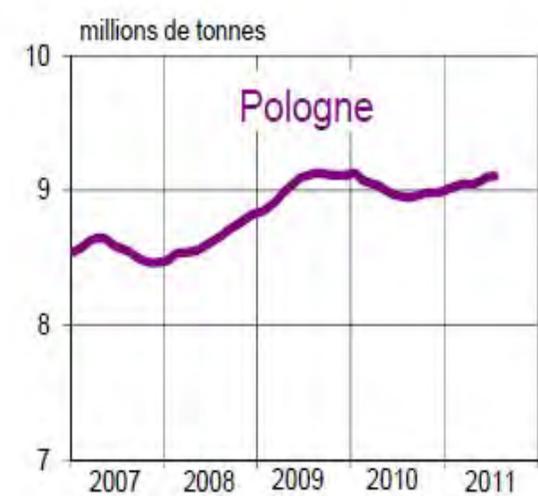
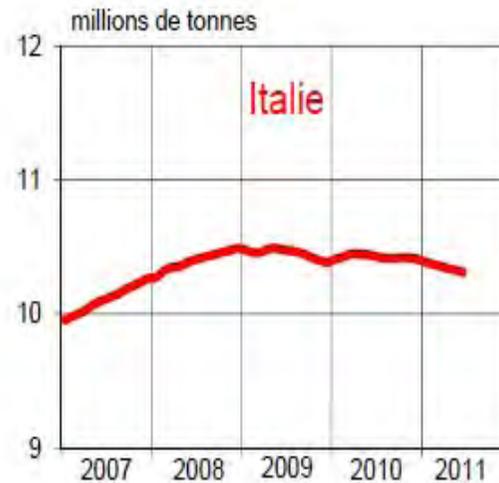
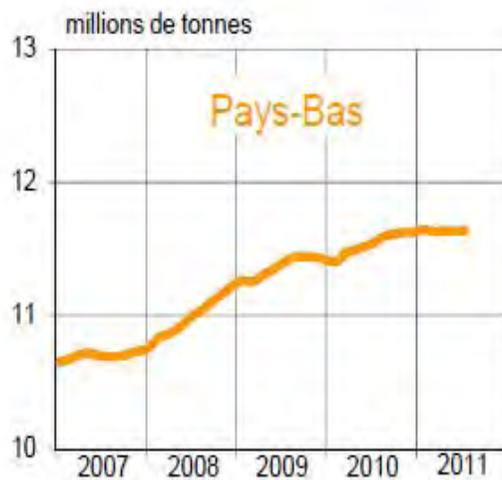
### Commerce extérieur de vin



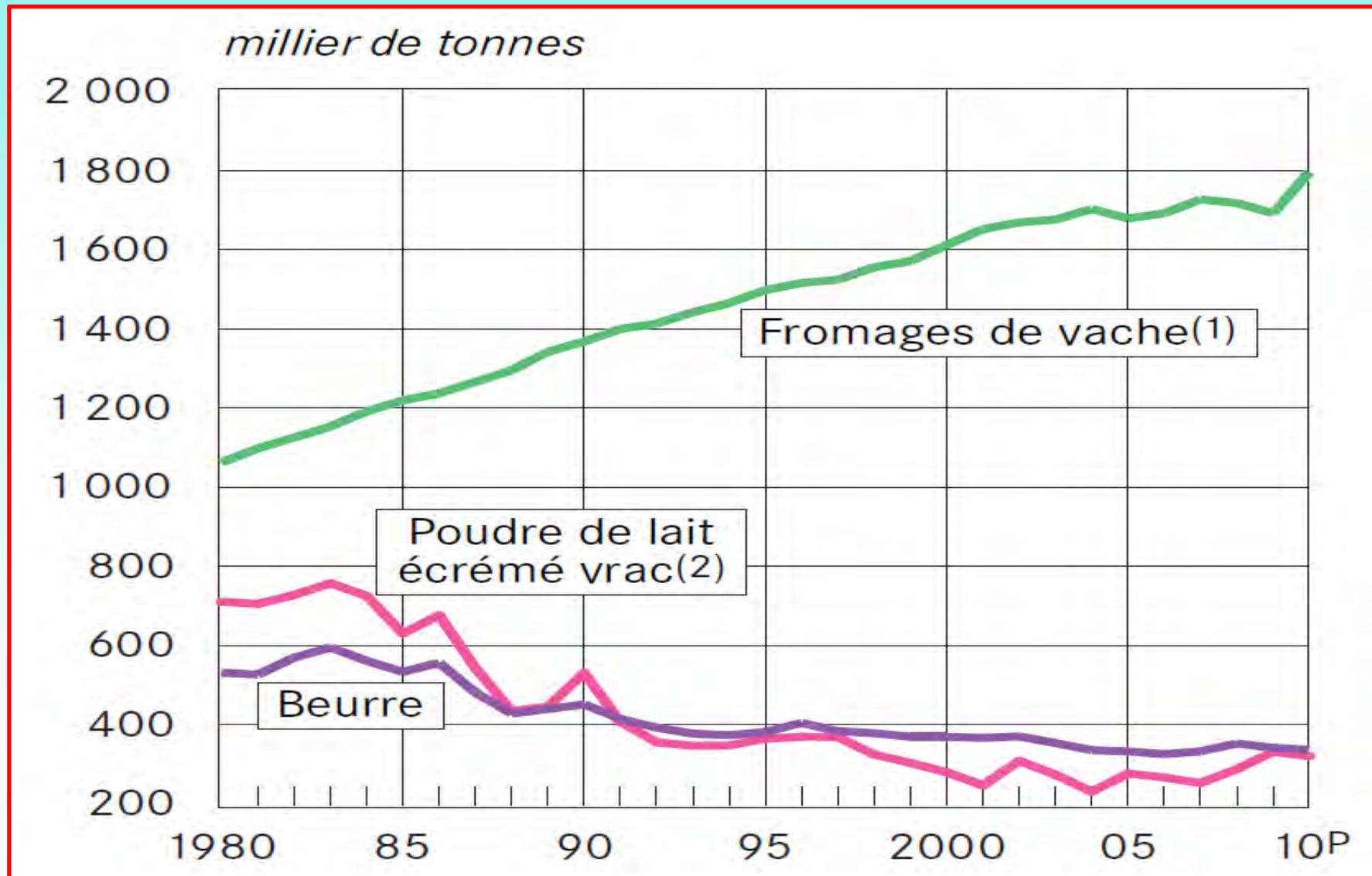
## Les livraisons de lait (France)



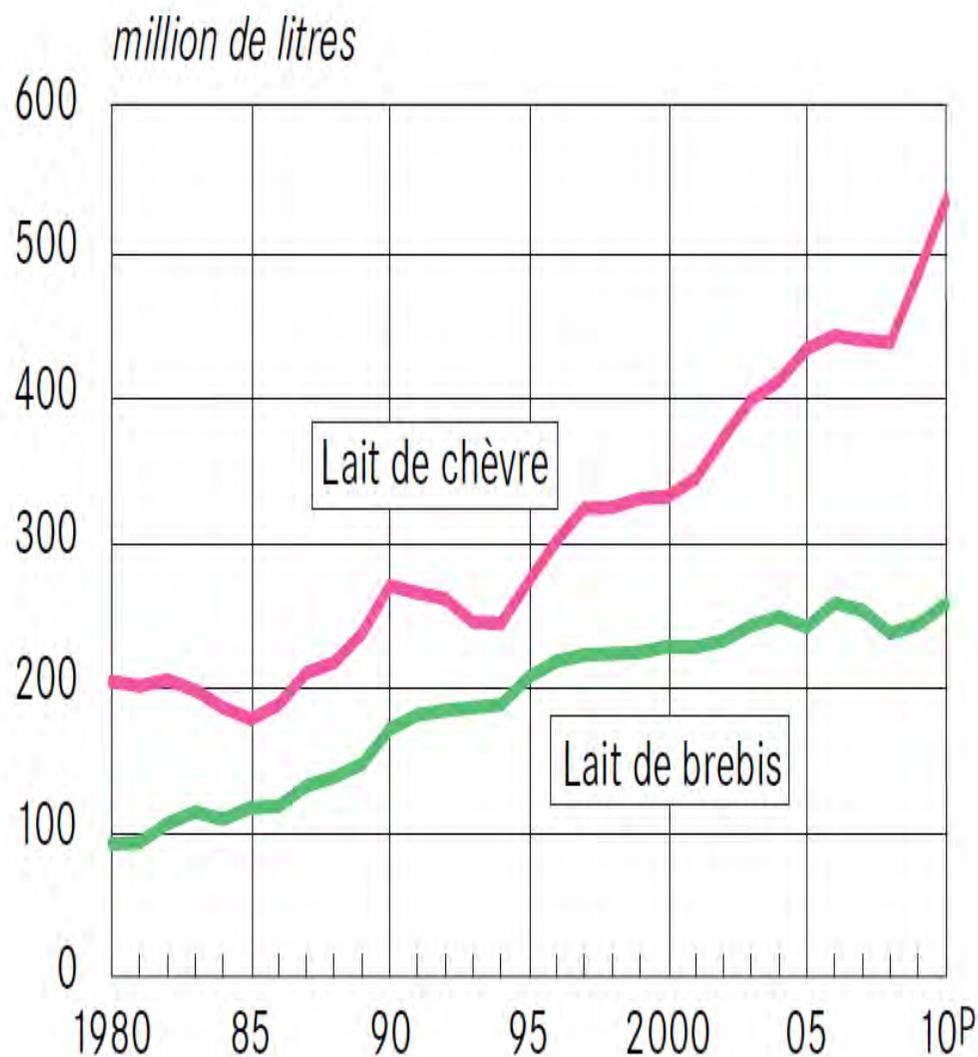
## La collecte de lait de vache dans les Etats membres de l'UE



## La fabrication de produits laitiers (France)

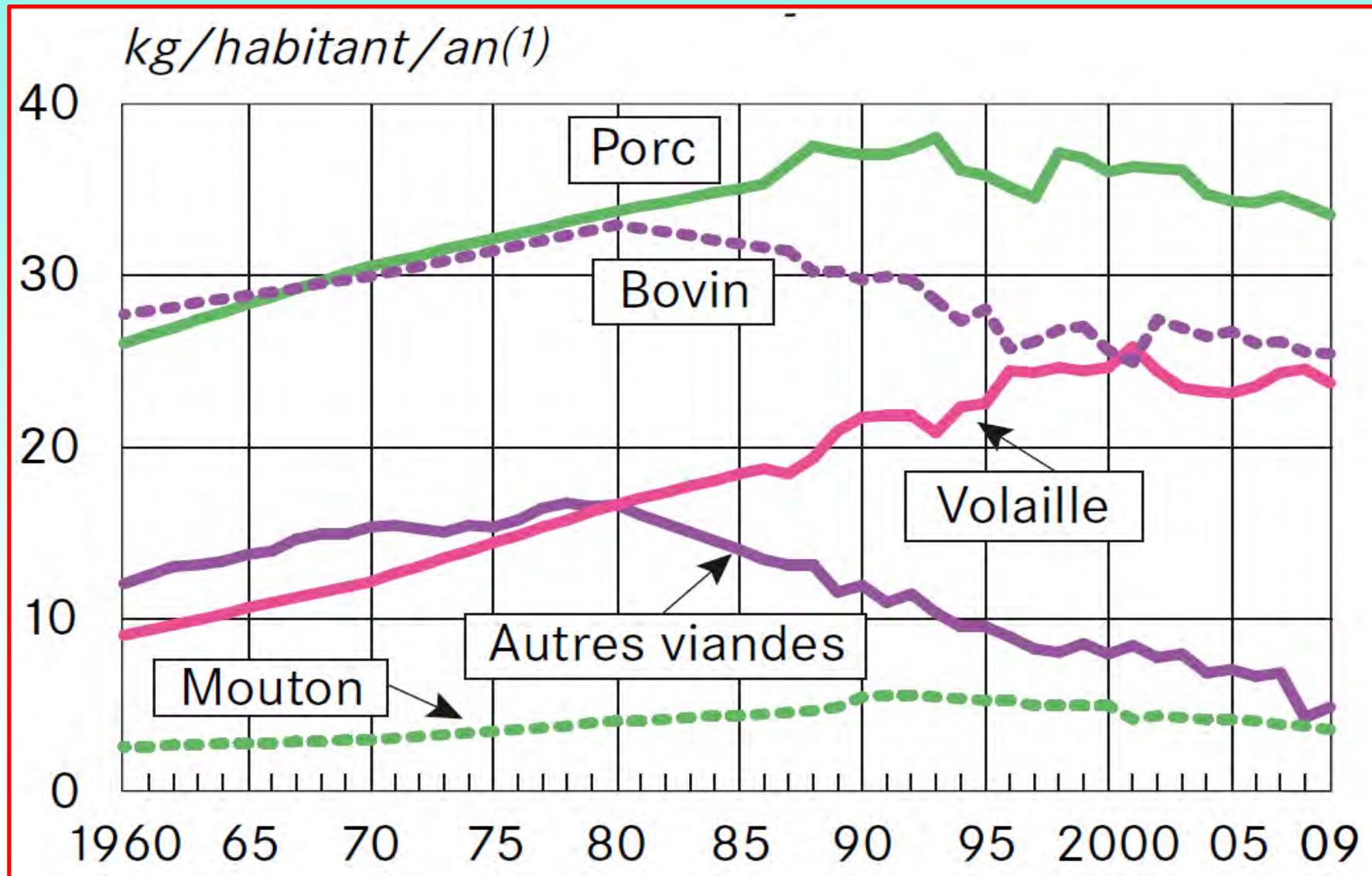


## Le lait de chèvre et de brebis (France)

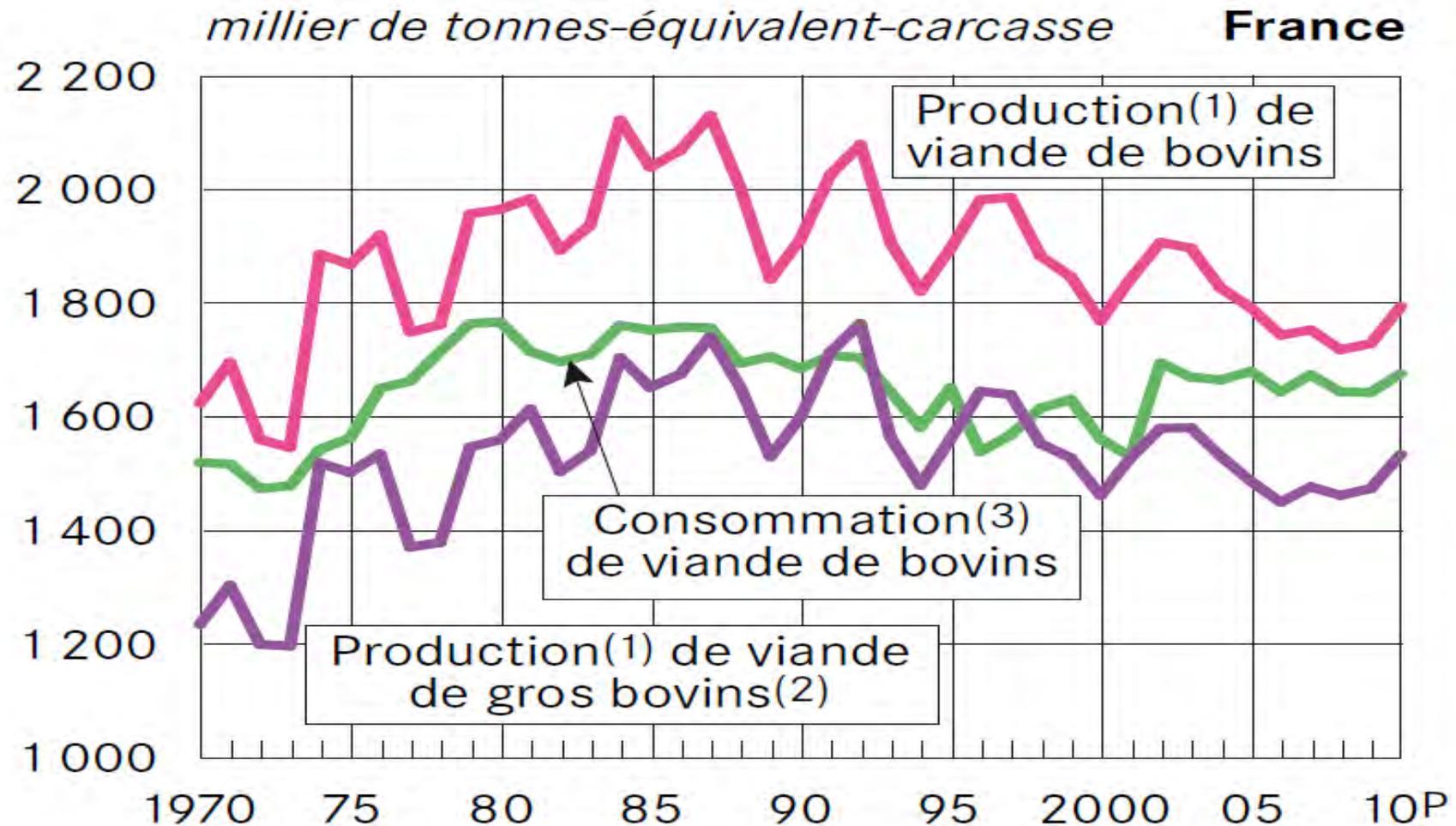


lait de chèvre	1990	2000	2009	2010 <sup>P</sup>
<i>nombre de producteurs</i>				
France	9 241	4 286	3 303	3 254
dont				
Poitou-Charentes	4 834	1 831	1 164	1 110
Centre	1 379	638	439	441
Rhône-Alpes	1 394	595	532	498
lait de brebis	1990	2000	2009	2010 <sup>P</sup>
<i>nombre de producteurs</i>				
France	5 695	4 972	4 007	4 000
dont				
Midi-Pyrénées	2 656	2 432	2 007	1 956
Aquitaine	2 418	1 834	1 417	1 458
Languedoc-Roussillon	330	303	296	294

## Consommation de viandes par habitant (France)



## Le secteur de la viande bovine en France

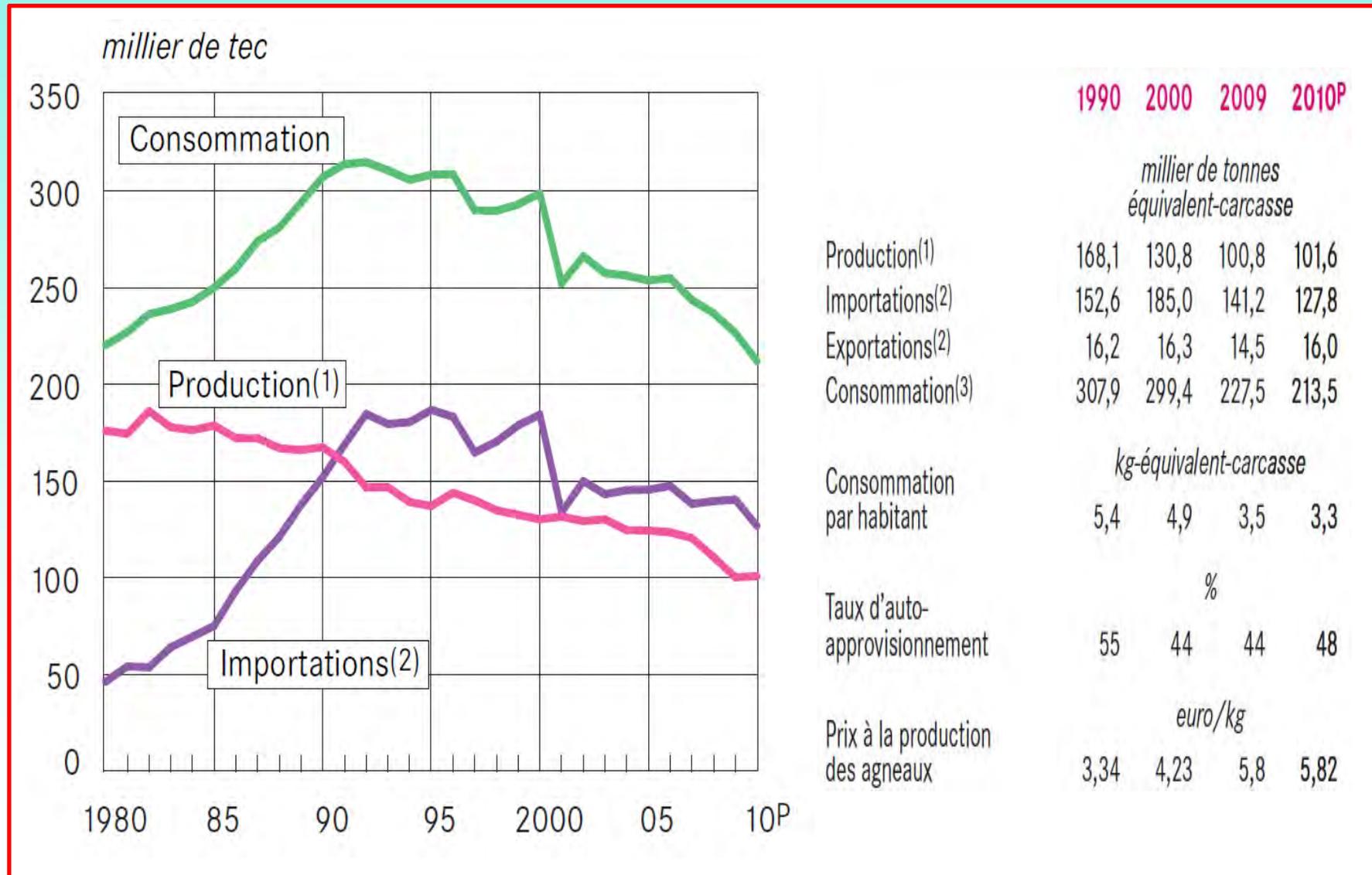


(1) Production indigène brute.

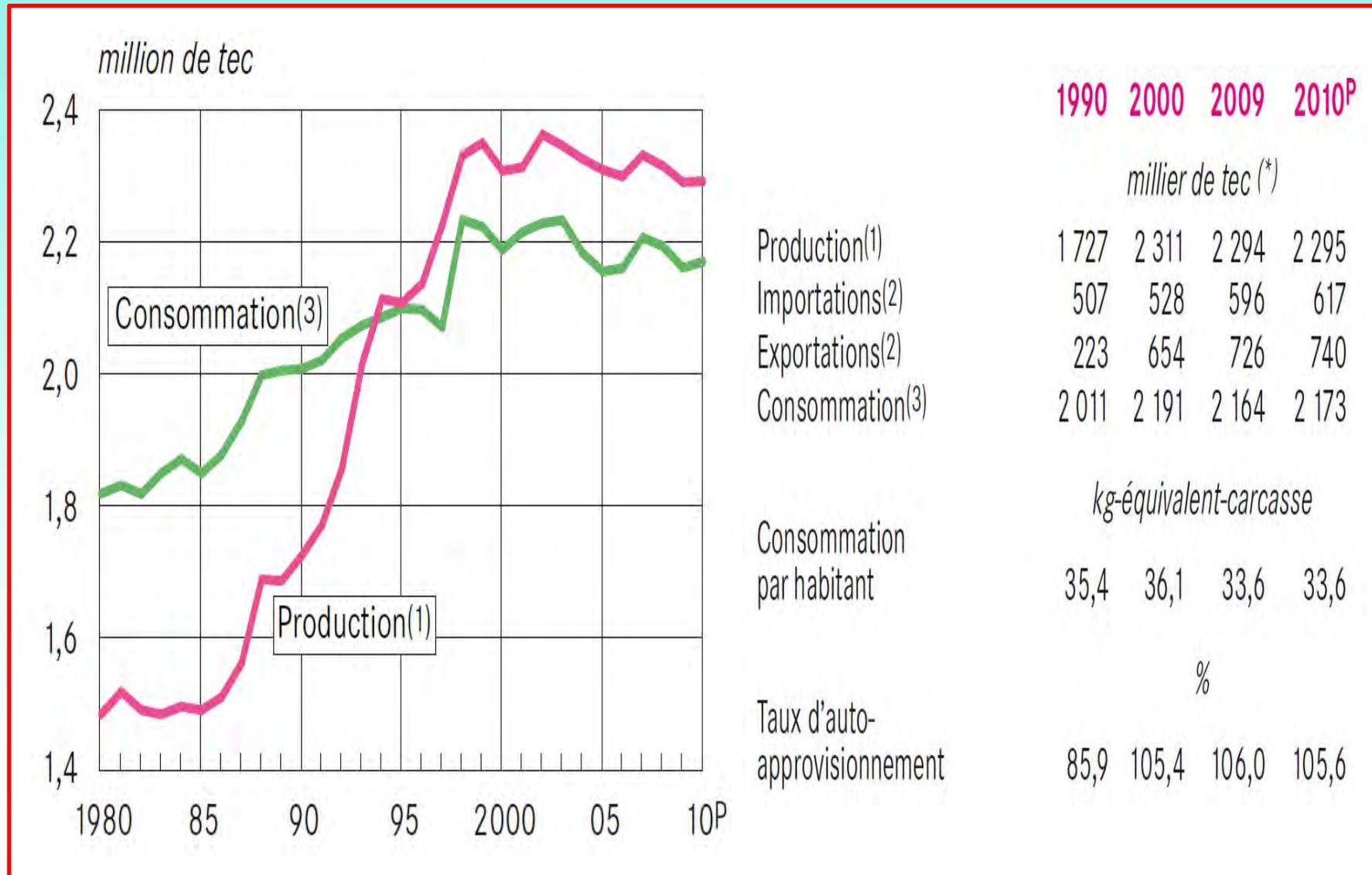
(2) Animaux vivants de plus de 220 kg jusqu'en 1992, de plus de 300 kg depuis 1993.

(3) Consommation indigène brute.

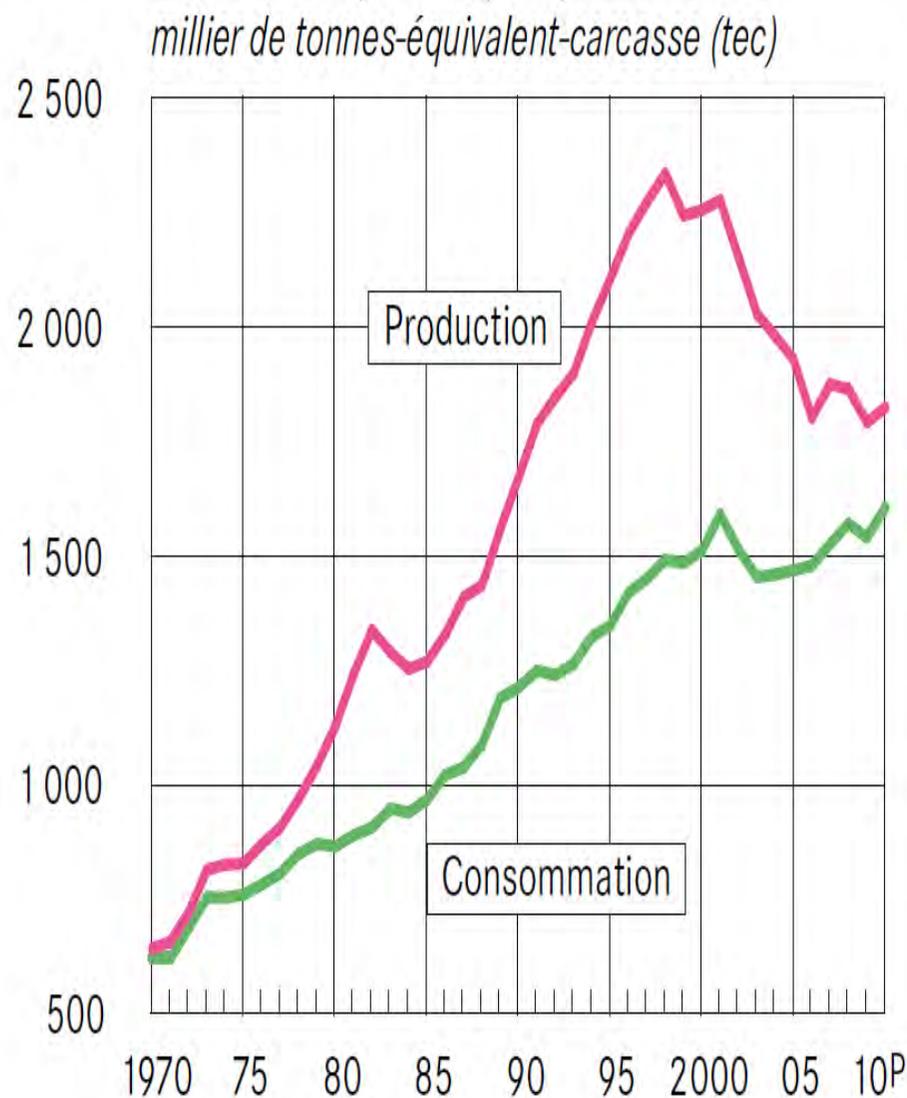
## Le secteur ovin en France



## Le secteur porcin en France



## Le secteur avicole en France



	1980	1990	2000	2009	2010 <sup>P</sup>
	<i>millier de tonnes-équivalent-carcasse</i>				
Production <sup>(1)</sup>	1 122	1 665	2 243	1 784	1 817
Importations <sup>(2)</sup>	19	67	184	415	449
Exportations <sup>(2)</sup>	283	509	894	606	624
<i>dont UE à 25</i>	///	176	474	281	277
<i>dont UE à 15</i>	///	///	///	249	248
Consommation <sup>(3)</sup>	860	1 207	1 501	1 534	1 599
Variation des stocks	- 2	8	- 21	- 3	- 3
	<i>kg-équivalent-carcasse</i>				
Consommation par habitant	16,0	21,3	24,7	23,8	24,7
	%				
Taux d'auto-approvis.	130	137	149	116	114
<b>Indices des prix (base 100 en 2005)</b>					
Prix à la production (ensemble volailles)	90,3	119,7	99,6	121,3	120,8
Prix à la consommation (ensemble volailles)	...	84,5	86,6	118,4	118,9
Prix des aliments (poulets de chair)	...	115,4	99,9	123,0	122,3

# CONCLUSION



## Conclusion

### → Des raisons d'y croire...

- La demande mondiale est croissante
- De nouvelles sources d'utilisation des productions agricoles
- Plusieurs pays concurrentsaturent à l'exportation
- Les normes et la traçabilité jouent un rôle croissant
- Les entreprises se concentrent et la contractualisation progresse

### → Quels défis pour les politiques publiques et les acteurs ?

- Rééquilibrer les pouvoirs de marché (transparence ; partage de la valeur)
- Atténuer la volatilité des prix : filets de sécurité, contractualisation, D. douanes...
- Cibler les aides directes et gérer le rapport « compétitivité / territoire »
- Encourager les investissements et systèmes innovants
- Communiquer pour rapprocher davantage l'agriculture de la société

